

Le Bulletin

de l'IRJI FRANÇOIS-RABELAIS



N°8 - 2026



Les relations internationales

Sommaire

Présentation du laboratoire.....	P.2
Le mot des codirecteurs.....	P.2
Bienvenue à.....	P.3
Promotion.....	P.3
Nomination.....	P.3
Distinction.....	P.3
Les membres de l'IRJI François-Rabelais.....	P.4-5
Présentation du Conseil de l'IRJI François-Rabelais.....	P.5
Liste des doctorants de l'IRJI François-Rabelais.....	P.6-7
Thèses soutenues.....	P.8-9
Soutenances d'habilitation à diriger des recherches.....	P.10
Qualification des docteurs.....	P.10
Retour sur les colloques et les conférences.....	P.11-17
Calendrier prévisionnel 2026 des colloques et conférences.....	P.17
Documentation et littérature juridique.....	P.18-24
1- Mise à l'honneur.....	P.18
2- Don d'ouvrages.....	P.18
3- Table générale des mélanges et hommages en droit francophone.....	P.19
4- Publications financées par l'IRJI François-Rabelais.....	P.19
5- Publications de colloques dans des revues.....	P.20
6- Autres publications des membres de l'IRJI François-Rabelais.....	P.20-24
Nouveaux cycles de conférences.....	P.24-25
1- Au Tours du droit.....	P.24
2- Représenter l'intérêt public en justice.....	P.24
3- Varia (Événement, Du droit dans l'actualité, Rencontre(s)).....	P.25
Année Thématique 2026.....	P.25
Chaire Intelligence Artificielle et numérique.....	P.26
Programmes de recherche en cours.....	P.26
L'IRJI François-Rabelais résidence d'artiste pour l'année universitaire 2025-2026.....	P.27-28
Relations internationales et BQI.....	P.29
Chercheurs invités.....	P.29-30
L'IRJI François-Rabelais sur les plateformes institutionnelles.....	P.31
Informations pratiques sur l'IRJI François-Rabelais.....	P.32

L'Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire François-Rabelais

L'institut de recherche juridique interdisciplinaire François-Rabelais (IRJI) est une unité de recherche placée sous la tutelle de l'Université de Tours. Il se compose au 31 décembre 2024 de 61 chercheurs dont 39 HDR. Il a son siège à la Faculté de droit, économie & sciences sociales.

L'IRJI, sous sa forme actuelle, a été créé en 2016, avant d'être labélisé en 2018. Il résulte de la fusion de trois unités de recherche en droit, le Centre de Recherche en Droit Privé (CRDP), le Groupe d'Étude et de Recherche sur la Coopération Internationale et Européenne (GERCIE) et le Laboratoire d'Étude et de Recherche sur l'Action Publique (LERAP).

Thématiques de recherche

L'IRJI est une unité pluridisciplinaire regroupant des chercheurs de droit privé, de droit public, des économistes, des historiens du droit et des chercheurs en science politique.

Elle est organisée en six axes thématiques, auxquels les membres se rattachent, tout en pouvant mener des recherches communes ou transversales :

**Démocratie, libertés et politiques publiques,
Marché et entreprise,
Normes et institutions en Europe,
Procédures,
Responsabilités,
Territoires - Environnement - Patrimoine.**

Le mot des codirecteurs

À la lecture de cet album de l'année 2025 très coloré, vous comprendrez pourquoi l'international est en couverture : publications, don d'ouvrages, colloques, journées d'études, conférences, doctorants, membres associés, professeurs invités... chacune de ces rubriques présente une forte dimension internationale. Outre le nombre, vous noterez la diversité géographique de ces relations internationales, qui se déploient dans toutes les parties du monde : Europe, Asie, Amérique et Afrique.

Les événements IRJI en 2025 se sont succédé à un rythme impressionnant. Sauf erreur ou omission, entre les soutenances, les colloques et les conférences, ce sont 64 manifestations qui ont eu lieu cette année. Ce n'est pas un rythme de marche, ni même de trot, c'est du galop !

Parmi les nouveautés de 2025, saluons la première édition de l'Année thématique consacrée à l'IVG, la première Journée du laboratoire, organisée par les doctorants sur un modèle original : des binômes doctorant/enseignant-chercheur traitant un sujet anniversaire. Saluons aussi le programme Varia : déjà huit conférences !

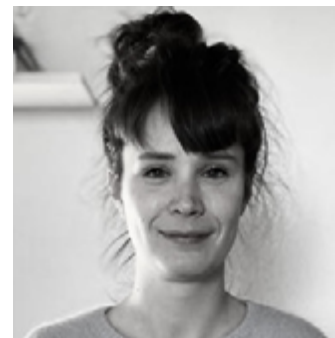
Pour la première fois, l'IRJI reçoit un artiste en résidence : PieR Gajewski est parmi nous depuis septembre 2025, jusqu'en juin 2026.

En 2025, nos professeurs émérites ont été à l'honneur : après la remise de ses mélanges à Fabrice Leduc, François Xavier Testu a reçu des mains du président du Conseil constitutionnel le Prix du livre juridique pour son essai : Liberté, Égalité, Fraternité.

C'est avec un grand plaisir que nous avons accueilli en 2025 Mme Eve Dubus, professeure de droit public.

Corinne Manson et Nicolas Cayrol, codirecteurs de l'IRJI François-Rabelais

Bienvenue à



Ève Dubus a rejoint la Faculté de droit, économie et sciences sociales de l'Université de Tours depuis le 1er septembre 2025, en qualité de Professeur des Universités, à la suite du concours national d'agrégation de droit public de l'année 2024-2025. Elle y enseigne les matières suivantes : Droit administratif des biens (Licence 3), Institutions européennes (Licence 2), Introduction au droit comparé (Licence 1) et Propriétés publiques (Master 2). Elle était auparavant Maître de Conférences en droit public à l'Université de Poitiers après avoir soutenu en 2022, à l'Université Paris-Panthéon-Assas, sous la direction du Professeur Bertrand Seiller, sa thèse de doctorat portant sur La contribution des juridictions administratives contrôlées à l'élaboration de la jurisprudence administrative. Ses axes de recherche sont le droit administratif général et le contentieux administratif. Elle s'intéresse également au droit des contrats administratifs et au droit fiscal.

Promotion

Julien Bourdoiseau a été promu professeur des universités à compter du 1er septembre 2025. Spécialiste des mécanismes de réparation des atteintes à l'intégrité physique, ses travaux de recherche, ses enseignements, ses publications ainsi que sa pratique professionnelle sont consacrés à l'analyse critique du droit et de l'économie de la santé, de la sécurité sociale et des assurances de personnes (santé et prévoyance).

Il intervient en qualité d'expert auprès du ministère chargé de la santé dans le domaine de l'indemnisation des accidents médicamenteux. Il est par ailleurs membre de plusieurs instances nationales et scientifiques, parmi lesquelles le Groupe européen de recherche sur la responsabilité et l'assurance, le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie, l'équipe « Qualité de vie et santé psychologique » (UR 1901) ainsi que la Société francophone de l'intelligence artificielle en santé.

Auteur de nombreuses études publiées en France et à l'étranger, il consacre une part significative de son travail aux interactions entre le droit et l'intelligence artificielle. Il dirige plusieurs thèses en droit de la sécurité sociale et en droit du dommage corporel.

Il assure la formation initiale des étudiants de la Faculté de droit de Tours ainsi que la formation continue des professionnels du droit, notamment au sein des écoles régionales des avocats et de diverses universités. Il a exercé des fonctions de directeur de formation et de composante. Il a été membre élu du Conseil national des universités – section 01. Il codirige enfin, depuis plusieurs mois, la licence professionnelle « Mandataire judiciaire à la protection des majeurs », qui a été pensée par blocs de connaissances et de compétences, pour assurer et faciliter la formation des personnes tout au long de la vie.



Nomination



Nomination de **Pascal Favard** en qualité de membre du Conseil scientifique de Santé publique France. Le Conseil scientifique de Santé publique France compte 27 membres qui sont nommés pour un mandat de quatre ans, renouvelable.

Le comité a pour mission de donner un avis sur les orientations de recherche, d'expertise et d'études de Santé publique France, ainsi que sur sa politique de partenariat scientifique et de programmation. Il assiste la direction de Santé publique France dans l'élaboration des procédures liées aux appels à projets, en apportant son expertise pour en garantir la qualité et la pertinence. Le comité valide et supervise le processus d'évaluation de l'activité scientifique de Santé publique France. Sur la base des résultats obtenus, il émet des recommandations à la direction pour orienter les actions futures. Enfin, il se prononce sur la nécessité de constituer des comités d'experts, en fonction des besoins identifiés et des enjeux stratégiques. Il assiste Santé publique France dans sa mission de contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques nationale et européenne de santé publique. Il peut, de sa propre initiative, formuler des observations et recommandations sur toute question scientifique et technique entrant dans le champ de compétence de l'établissement. Celles-ci sont transmises à la directrice générale et au président du Conseil d'administration.

Il élabore un rapport annuel relatif aux aspects scientifiques et techniques de l'activité de Santé publique France. Ce rapport est transmis au Conseil d'administration et à la Direction générale de la santé.

Le Conseil scientifique est amené à formuler des avis et des recommandations sur le contrat d'objectif, les orientations stratégiques, les modalités d'interaction avec les partenaires de la recherche, le processus d'expertise mis en œuvre par Santé publique France, etc. Tout sujet qui lui semble pertinent, en particulier en ce qui concerne des sujets émergents (scientifiques, sanitaires, sociétaux).

Le Conseil scientifique peut également, à la demande de la direction générale ou du Conseil d'administration, réaliser des revues des directions ou des programmes de Santé publique France.

Le Conseil scientifique peut également, à la demande de la direction générale ou du Conseil d'administration, réaliser des revues des directions ou des programmes de Santé publique France.

Distinction

Le 12 décembre 2024, **Pierre-Yves Monjal**, Professeur à l'Université de Tours a été récompensé du Prix de l'Innovation par la Fondation ius et politia de l'Académie des sciences morales et politiques pour son initiative « Qui sera Eurodéputé et qui sera le Président de la CJUE - Droit de l'UE Master 1 ». Ce prix vise à récompenser une initiative pédagogique ou institutionnelle remarquable. Toutes les dimensions de la vie pédagogique et institutionnelle des Facultés de droit et de science politique sont susceptibles d'être récompensées.

[Académie des sciences morales et politiques](#)



Liste des enseignants-chercheurs, ATER, contractuels LRU et membres associés de l'IRJI François-Rabelais par ordre alphabétique

A-B	
ARHAB-GIRARDIN Farida, MCF HDR AUBIN Emmanuel, PR BARGAIN Gwenola, MCF BERNAKI Walid, ATER BERRAMDANE Abdelkhaleq, PR émérite	BOISSEAU Pierre, MCF BOURDOISEAU Julien, PR BOUSQUET Alain, PR BRUNET François, PR BRUNIE Juliette, MCF
C	
CADOREL Louise, ATER CAMMILLERI Anne, PR, Université Sorbonne Paris Nord* CAYROL Nicolas, PR CHABELLARD Frédéric, Docteur en économie, DGS de Tours Métropole* CHAUSFOIN Antoine, MCF, Université de Nantes* COLARD-FABREGOULE Catherine, MCF, Université Sorbonne Paris Nord*	COLAVITTI Romélien, PR COLLIN Mathilde, MCF HDR CRÉPON Sylvain, MCF CRINON Antonin, CEC LRU
D	
D'ALMEIDA MANNKO Ayoko Charlotte, ATER DAMIENS Audrey, MCF DANOS Frédéric, PR DELALOY Guillaume, PAST DELAUNAY Bénédicte, PR émérite DELCHER Émilie, MCF, Université de Nantes* DEROCHE Alexandre, PR	DE SOUZA RONCHI Bruno Luiz, ATER DOMINGUES Eduardo, Professeur associé, Université fédérale de l'État de Rio de Janeiro* DREVEAU Camille, MCF DUBUS, Ève, PR DUCLOS Nathalie, MCF HDR DUGUÉ Marie, PR
F	
FAUELLE-AYMAR Christine, MCF HDR FAVARD Pascal, PR FAVRE-ROCHEX Clément, PR	FOURMENT François, PR FURSA Svetlana, PR, Université de Kiev*
G-H	
GAILLARD Corentin, ATER GARBAR Christian, PR émérite GAUTRON Jérôme, MCF HDR GÉLY Marie-Laure, MCF HDR GONCHAROVA Alina, PR, Université d'État de Soumy* GOURDY Hélène, MCF	GUÉRARD Stéphane, MCF HDR, Université de Lille* GUILLARD Christine, MCF HDR HANNEQUART Isabelle, MCF HDR HEMA Maïghin Gwladys, Docteur en droit public, Enseignante-chercheure, Université Nazi Bony (Burkina Faso)*
J-K-L	
JEANNE Nicolas, PR JEANNOT Anne, MCF JOSSO Selma, MCF JUREDIEU Franck, MCF HDR KANEZUKA Ayano, Avocate aux barreaux de Tokyo et de Paris* KÉBIR Mehdi, PAST KÉKÉ Guy Sakré, CEC LRU KOSSI Yann, MCF LABELLE Fabienne, MCF HDR LANGÉ Daniel, PR Honoraire LAUVERGNAT Ludovic, MCF HDR	LAVERGNE Benjamin, MCF LEBIED Joachim, Docteur en droit, Responsable de la commande publique, Université de Tours* LEDUC Fabrice, PR émérite LE GLASS Louis-François, MCF associé, SciencesPo Rennes LE PLUARD Quentin, MCF, Université de Caen Normandie* LEROUSSEAU Nicole, PR honoraire LÉVY Nathalie, MCF HDR LUCIENNE Léa, MCF, Université catholique de l'Ouest*
M	
MADELAINE Colombine, MCF MANIATIS Antoine, HDR en sciences juridiques, Université de Rouen Normandie* MANSON Corinne, PR MARIGNANI Ambra, MCF, Université Sorbonne Paris Nord* MARQUE Étienne, CEC LRU MICHEL Valérie, PR, Aix-Marseille Université*	MIMOUNI Alexandre, MCF MONJAL Pierre-Yves, PR MOUDOUDOU Placide, PR, Université de Brazzaville* MOURÉ Stéphane, MCF MOUZET Pierre, PR MOZOL Patrick, MCF HDR
N-O-P	
NACHIM Antoine, CEC LRU NGÔ QUÔC Chiên, Professeur associé, École supérieure de commerce extérieur d'Hanoï* NOTEZ Maël, ATER NZAOU-KONGO Aubin, Docteur en droit, enseignant à l'Université catholique de Lyon* OPHÈLE Claude, PR OUDIN Federica, MCF HDR	OUDIN Martin, MCF HDR PAPAGIANNOULAS Anastasios, CEC LRU PARINET Pauline, MCF PARTHENAY Kevin, PR PELLISSIER Gilles, PAST PLANTINET Lucas, Docteur en droit privé, Auditeur de justice - ENM Promotion 2025*

R-S	
RAMEL Magali, Docteure en droit public* RAVENNE Sylvain, MCF ROBIN-SABARD Olivia, PR ROLAND Sébastien, PR ROS Nathalie, PR	SIMONNET Ségolène, CEC LRU SINCLAIR Laurent-Olivier, CEC LRU SLIM Hadi, PR SOTOMAYOR Raoul, PAST
T	
TANTY Loïc, MCF, membre de CITERES* TARDIF Anthony, MCF, Université de Haute-Alsace* TEHÉ Zohé Saint Alpha, ATER TELLIER-CAYROL Véronique, PR TESTU François-Xavier, PR émérite	TEYSSIER Céline, CEC LRU THIERRY Damien, MCF HDR THOMAS-TAILLANDIER Delphine, MCF TOURET Corinne, MCF HDR TROCHU Michel, PR honoraire
V-W-X	
VIGNON-BARRAULT Aline, PR, Université d'Angers* VITIELLO Audric, MCF HDR	WESTER Guillemette, MCF XU Lin, PR, Université centrale du Sud de Gangsha*

*membres associés

Présentation du Conseil de l'IRJI François-Rabelais

Il est composé tel que ci-après : (Les membres de l'IRJI travaillent par axe de recherche avec à la tête de chacun, deux responsables d'axe élus par les membres de chaque axe et siégeant au Conseil de l'IRJI).

- « Démocraties, Libertés et Politiques publiques » :
Emmanuel Aubin, emmanuel.aubin@univ-tours.fr
Gwenola Bargain, gwenola.bargain@univ-tours.fr
- « Normes et institutions en Europe » :
Sébastien Roland, sebastien.roland@univ-tours.fr
- « Marché et entreprise » :
Frédéric Danos, frederic.danos@univ-tours.fr
Christine Guillard, christine.guillard@univ-tours.fr
- « Procédures » :
Veronique Tellier-Cayrol, veronique.tellier@univ-tours.fr
Delphine Thomas-Taillandier, delphine.thomas-taillandier@univ-tours.fr
- « Responsabilités » :
Juliette Brunie, juliette.brunie@univ-tours.fr
Guillemette Wester, guillemette.wester@univ-tours.fr
- « Territoires - Environnement - Patrimoine » :
Fabienne Labelle, fabienne.labelle@univ-tours.fr
Patrick Mozol, patrick.mozol@univ-tours.fr
- d'un représentant de chaque discipline universitaire non représentée parmi les directeurs et les responsables d'axe :
Alexandre Deroche, alexandre.deroche@univ-tours.fr (histoire du droit)
Pascal Favard, pascal.favard@univ-tours.fr (économie)
Kevin Parthenay, kevin.parthenay@univ-tours.fr (science politique)
- de deux représentants des doctorants :
Flavien Ferrand, flavien.ferrand@univ-tours.fr
Élection du deuxième représentant en cours
- des chargés de mission :

* fonds documentaire :
Clotilde Horlaville, clotilde.horlaville@univ-tours.fr
Ludovic Lauvergnat, ludovic.lauvergnat@univ-tours.fr
Tommy Leroux, tommy.leroux@univ-tours.fr
Sébastien Roland, sebastien.roland@univ-tours.fr

* relations internationales :
Emmanuel Aubin, emmanuel.aubin@univ-tours.fr
Fabienne Labelle, fabienne.labelle@univ-tours.fr
Pierre-Yves Monjal, pierre-yves.monjal@univ-tours.fr

* encadrement doctoral et jeunes docteurs :
Pierre Mouzet, pierre.mouzet@univ-tours.fr
Véronique Tellier-Cayrol, veronique.tellier@univ-tours.fr

* communication :
Xavier Houiller, xavier.houiller@univ-tours.fr
- responsable administrative de l'IRJI François-Rabelais :
Véronique Fabry, veronique.fabry@univ-tours.fr

Liste des doctorants de l'IRJI François-Rabelais

Nom, prénom, titre de la thèse, directeur de thèse, (date de première inscription en thèse)

- ABANDA Raymond, **Plaidoyer pour un Système de Protection Sociale en Droit Camerounais**, thèse co-dirigée par le Professeur Julien BOURDOISEAU et Jacqueline KOM, enseignante (11/10/17)
- ANGUI Yvan Ulrich, **L'application en France de la norme unilatérale prise par une société étrangère**, thèse dirigée par Vincent ROULET, Maître de conférences HDR (26/09/22)
- ASSANDREY Paul-Cédric N'Sikan, **Le droit de la mer et le développement en Afrique de l'Ouest**, thèse dirigée par la Professeure Nathalie ROS (19/10/22)
- AUGUSTO Matthew, **La politique numérique européenano-japonaise**, thèse dirigée par le Professeur Pierre-Yves MONJAL (13/10/23)
- BECHET Clara, **La réutilisation des données de santé : proposition de cadre juridique**, thèse dirigée par IFarida ARHAB-GIRARDIN, Maîtresse de conférences HDR (04/11/25)
- BENOIT ISART Pauline, **Intelligence artificielle et robotique en santé**, thèse dirigée par Farida ARHAB-GIRARDIN, Maîtresse de conférences HDR (30/10/18)
- BERTHOMMÉ Roxanne, **Les sanctions en droit de la performance environnementale des immeubles bâtis. Etude de droit privé**, thèse co-dirigée par Nicolas CAYROL, Professeur des Universités et Camille DREVEAU, Maîtresse de conférences (09/09/24)
- BLANCHETON Raphaël, **La révélation du droit naturel par le droit international : des droits de l'humanité au droit de la nature**, thèse dirigée par la Professeure Nathalie ROS (02/02/22)
- BRAHMI Léa, **Le contentieux du droit de la sécurité sociale**, thèse dirigée par le Professeur Nicolas CAYROL (01/10/21)
- CAPPELIER Fanny, **Le service public transformé**, thèse dirigée par le Professeur Emmanuel AUBIN (18/09/25)
- CELLIER Léa, **La crédibilité en droit public**, thèse dirigée par le Professeur François BRUNET (28/09/23)
- COTTAZ Mélanie, **Le contrat de transaction et stratégies contentieuses des sociétés en France et à l'international**, thèse dirigée par le Professeur Hadi SLIM (30/09/19)
- DAMBABA Mohamed Sanghur, **Le contrôle parlementaire de l'action gouvernementale en Afrique : cas du Bénin, du Sénégal et du Togo**, thèse co-dirigée par les Professeurs Pierre MOUZET et Ibrahim SALAMI (24/11/15)
- DAWALIBY Céline, **Les actifs immobiliers dans les opérations de restructuration**, thèse dirigée par le Professeur Frédéric DANOS (09/11/21)
- DE MOURA COSTA VARGES LOPES Thuany, **La reconnaissance culturelle de groupes sociaux et l'importance de la démocratie au niveau local comme éléments transformateurs des injustices socio-environnementales**, thèse co-dirigée par Patrick MOZOL, Maître de conférences HDR et Damien THIERRY, Maître de conférences HDR (20/02/20)
- DERRAR Gabrielle, **Le service public de la réparation du dommage corporel**, thèse dirigée par le Professeur Julien BOURDOISEAU (17/07/25)
- DEVENEY Killian, **La nécessité en droit administratif**, thèse dirigée par le Professeur François BRUNET (01/10/20)
- DIEU Erwan, **De la prévention de la récidive à la désistance : étude de sciences criminelles des pratiques correctionnelles**, thèse co-dirigée par les Professeurs Véronique TELLIER-CAYROL et Nicolas COMBALBERT (05/12/18)
- DIOP Babacar Sedikh, **Qualité comptable et certification des comptes publics en contexte francophone : une comparaison des réformes comptables entre la France et le Sénégal**, thèse dirigée par Patrick MOZOL, Maître de conférences HDR (23/09/25)
- DJAITO Codjo Adjeda, **Le cautionnement en droit français et au sein de l'espace OHADA : étude comparée et évolutions**, thèse dirigée par le Professeur Frédéric DANOS (07/12/18)
- DJITE Mondjeha Paul Henri, **Fonction publique et service public en France et en Côte d'Ivoire**, thèse dirigée par le Professeur Emmanuel AUBIN (15/02/22)
- DUBREUIL Sébastien, **La transposition du droit pénal français en Extrême-Orient (années 1850-1930)**, thèse dirigée par le Professeur Alexandre DEROCHÉ (04/12/19)
- EL AOUDI Hayet, **Le régime juridique de l'arbitrage international intéressant les personnes publiques**, thèse dirigée par le Professeur Hadi SLIM (07/12/20)
- EL MAHDADOUI Kamal, **Les relations Maroc-Union européenne dans le sillage de « la Nouvelle Politique Européenne de Voisinage »**, thèse dirigée par Damien THIERRY, Maître de conférences HDR (13/10/21)
- ES-SAMTI Hassan, **Abus de biens sociaux au 19ème siècle : de la genèse à l'incrimination**, thèse dirigée par le Professeur Alexandre DEROCHÉ (10/12/20)
- FARIAT Sarah, **Les responsabilités civile et pénale à l'épreuve des innovations technologiques médicales**, thèse dirigée par la Professeure Véronique TELLIER-CAYROL (03/10/24)
- FERRAND Flavien, **La réparation du dommage corporel en droit privé et en droit public**, thèse dirigée par la Professeure Olivia SABARD (01/09/22)
- GAUTHIER Pascal, **Le droit du patient au respect de sa volonté**, thèse dirigée par Farida ARHAB-GIRARDIN, Maîtresse de conférence HDR (03/12/19)
- GRASSIN Emma, **La démarche du parlement de Loire, un levier du changement de paradigme pour une planification territoriale écologique et participative ?**, thèse CIFRE dirigée par Damien THIERRY (08/09/23)
- HEIN Laurent, **La saisie des biens loués**, thèse co-dirigée par le Professeur Nicolas CAYROL et Ludovic LAUVERGNAT, Maître de conférences HDR (02/09/25)
- HORLAVILLE Clotilde, **La valeur en droit public**, thèse dirigée par le Professeur François BRUNET (04/10/18)
- HUTIN Simon, **Les risques sanitaires et environnementaux liés à l'exposition aux substances nocives à l'épreuve du droit**, thèse dirigée par Farida ARHAB-GIRARDIN, Maîtresse de conférences HDR (14/09/22)
- JONES Benjamin, **L'équité dans les compétitions sportives et le modèle sportif européen : Étude des mesures juridiques visant à assurer l'équilibre compétitif dans les sports professionnels**, thèse dirigée par la Professeure Nathalie ROS (29/01/20)
- KAMAGATE Soualiho, **Le marché unique européen du numérique**, thèse dirigée par le Professeur Emmanuel AUBIN (27/08/25)
- LAFITTE Rose, **La souveraineté alimentaire dans l'Union européenne. Étude sur l'adaptation du droit européen de la concurrence au secteur agricole**, thèse co-dirigée par Christine GUILLARD, Maîtresse de conférences HDR et par le Professeur Romélien COLAVITTI (03/11/25)

- LE Manh-Hung, **La question frontalière sino-vietnamienne, de la conquête française à l'époque Contemporaine**, thèse dirigée par le Professeur Alexandre DEROCHÉ (16/11/21)
- LE ROUX Manon, **La protection des enjeux financiers de l'Union par le droit pénal européen**, thèse dirigée par le Professeur Pierre-Yves MONJAL (12/11/24)
- LEROUX Tommy, **L'aménagement des statuts des êtres et des choses**, thèse dirigée par le Professeur Nicolas CAYROL (27/09/22)
- MAACHI Gaëlle, **L'opposabilité du règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD) Les enjeux de l'internationalisation des standards européens**, thèse co-dirigée par les Professeurs Pierre-Yves MONJAL et Emmanuel FOURBIN (09/01/23)
- MARIAM Mahamat Adjid, **Les sûretés en droit Ohada et les opérations bancaires**, thèse co-dirigée par les Professeurs Hadi SLIM et Frédéric DANOS (04/12/19)
- MESSIGA Kokougan, **La responsabilité internationale des Etats en mer**, thèse dirigée par la Professeure Nathalie ROS (22/11/16)
- METAIS Louis-Armand, **La politique de concurrence dans les accords de libre-échange**, thèse dirigée par le Professeur Sébastien ROLAND (20/10/23)
- MFOLO MBA Levi, **La politique de concurrence dans les accords de libre-échange**, thèse co-dirigée par les Professeurs François FOURMENT et Charles MBA OWONO (14/10/24)
- MILON Edward, **Souveraineté et primauté. Recherche sur la soutenabilité du processus d'intégration européenne**, thèse dirigée par le Professeur Sébastien ROLAND (28/09/23)
- MOUKIAMA Derick, **Comportement de l'épargnant et labels européens de finance durable : quel impact sur le financement de la transition écologique ?**, thèse dirigée par Nathalie LEVY, Maître de conférences HDR (12/11/24)
- NICOLAS Alexandra, **En quoi les enjeux liés à la préservation de la biodiversité marine viennent bouleverser le secteur de la défense ? La lutte contre le shark finning, facteur de conflictualité en Amérique centrale (Costa Rica) et dans le Golfe de Guinée (Sao Tomé-et-Principe)**, thèse dirigée par le Professeur Kevin PARTHENAY (27/09/22)
- NOJAC Sophie, **Le harcèlement moral dans la fonction publique**, thèse dirigée par le Professeur Emmanuel AUBIN (07/11/25)
- OUATTARA Aminata, **Le droit des mineurs non accompagnés dans la protection de l'enfance**, thèse dirigée par la Professeure Véronique TELLIER-CAYROL (05/01/22)
- OUATAAMI Noriane, **La société en formation**, thèse dirigée par Fabienne LABELLE, Maîtresse de conférences HDR (14/10/24)
- PENNUEN Marie, **Le trafic de stupéfiants. Essai sur une criminalité à la croisée des normes et des frontières**, thèse dirigée par le Professeur Nicolas JEANNE (20/11/23)
- PINOTEAU Paul, **Espace public et droit pénal**, thèse dirigée par le Professeur François FOURMENT (02/10/24)
- POIRRIER NDOUNGA Émilie, **Les libéralités conjonctives**, thèse dirigée par Fabienne LABELLE, Maîtresse de conférences HDR (08/11/23)
- RITTER Julia, **Les délégations du juge**, thèse dirigée par le Professeur Nicolas CAYROL (03/09/24)
- SABAYE Fried-Junior, **Optimisation économique de la conception et de la fourniture de logiciels : le cas d'EBP Informatique**, thèse dirigée par le Professeur Alain BOUSQUET (17/11/22)
- SLIMANI Loubna, **Le gouvernement de l'Union européenne**, thèse dirigée par le Professeur Sébastien ROLAND (18/09/25)
- SOUIDI Assim, **Le testament numérique**, thèse dirigée par Fabienne LABELLE, Maîtresse de conférences HDR (28/11/24)
- STITOU-HANDAJ Marine, **L'Union européenne face aux défis sécuritaires. Recherche sur l'intégration européenne des fonctions régaliennes de l'Etat membre**, thèse dirigée par le Professeur Sébastien ROLAND (18/11/25)
- SZUTER Grégory, **La distinction de la propriété et de la souveraineté à l'époque moderne**, thèse dirigée par le Professeur Alexandre DEROCHÉ (29/08/22)
- THUILLIER Stéphanie, **Les défenses au fond**, thèse dirigée par le Professeur Nicolas CAYROL (19/09/25)
- VEILLLOT Axelle, **Renvoi préjudiciel. Recherche sur la création jurisprudentielle du droit de l'Union européenne par la Cour de justice**, thèse co-dirigée par les Professeurs Pierre-Yves MONJAL (09/01/23)
- VIGIER Quentin, **La promesse en droit public**, thèse dirigée par le Professeur François BRUNET (23/10/23)
- VOLAT Victoria, **Redevenir fréquentables : les stratégies d'insertion internationale de Cuba et du Venezuela**, thèse dirigée par le Professeur Kevin PARTHENAY (05/11/25)
- VOLKOV Anastasia, **L'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et le Japon. Contribution à une théorie générale des accords de nouvelle génération conclus par l'Union européenne : l'exemple du Japon**, thèse dirigée par le Professeur Pierre-Yves MONJAL (22/10/19)
- YAYA-OYE Mahomed, **La sécurité juridique dans le domaine de l'investissement immobilier: étude comparée entre droits béninois, ivoirien et français**, thèse co-dirigée par Fabienne LABELLE, Maîtresse de conférences HDR et le Professeur David ROCH GNAHOUI (27/09/23)
- YENK Antoine, **Violence politique et rétablissement de la paix : le rôle du Temps dans les guerres civiles contemporaines**, thèse CIFRE co-dirigée par Nathalie DUCLOS, Maître de conférences HDR et le Professeur Roger MAC GENTY (08/10/2021)
- ZOUNGRANA Wendinso, **Les accords cadres de partenariat stratégique de l'Union européenne : l'exemple du Japon**, thèse dirigée par le Professeur Pierre-Yves MONJAL (07/09/23)

Doctorants ayant également la qualité d'Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche ou de contractuel LRU

Doctorants sous contrat doctoral

Thèse CIFRE (Conventions industrielles de formation par la recherche)

Renforcer les échanges entre les laboratoires de recherche publique et les milieux socio-économiques, favoriser l'emploi des docteurs dans les entreprises et contribuer au processus d'innovation des entreprises établies en France, telle est la vocation des Cifre.

Le dispositif Cifre permet à l'entreprise de bénéficier d'une aide financière pour recruter un jeune doctorant dont les travaux de recherche, encadrés par un laboratoire public de recherche, conduiront à la soutenance d'une thèse.

Plébiscité aussi bien par les entreprises que par les laboratoires et les doctorants, ce dispositif phare de la recherche partenariale constitue un levier pour initier et renforcer les coopérations public-privé en R&D et favoriser l'emploi des docteurs. Il concourt au processus d'innovation des entreprises françaises et à leur compétitivité. Les Cifre sont intégralement financées par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation qui en a confié la mise en œuvre à l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT).



Thèses soutenues

* Le 2 juin 2025, **Thomas LAURENT** a soutenu sa thèse sur **Essai sur le vieillissement en économie de la santé** (sous la co-direction de Pascal FAVARD (PR) et Lilliane BONNAL (PR))

Jury :

Lilliane BONNAL, Université de Poitiers (Co-directrice de thèse)
Nicolas CAYROL, Université de Tours (Examinateur)
Pascal FAVARD, Université de Tours (Co-directeur de thèse)
Jérôme FONCEL, Université de Lille (Rapporteur)
Corinne MANSON, Université de Tours (Examinatrice)
Cornel OROS, Université de Poitiers (Président/Rapporteur)
Anne RUIZ-GAZEN, Université Toulouse Capitole (Examinatrice)

Résumé :

Les pays développés sont de plus en plus confrontés au vieillissement de la population qui s'accompagne d'une hausse du taux de dépendance associée à un allongement de l'espérance de vie. Ainsi, les seniors tendent à présenter davantage de polycomorbidités dues au développement de multiples maladies chroniques avec l'âge nécessitant une prise en charge. Dans un contexte de vieillissement de la population et d'une stagnation voire d'un abaissement de l'espérance de vie en bonne santé, l'optimisation du suivi de ces patients peut être considéré comme un levier important influençant les dépenses de santé.

Une détérioration de l'état de santé chez des seniors peut se traduire au final par le développement de nouvelles maladies chroniques absentes initialement. La santé repose sur les notions de bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie. La notion de santé est liée à celle de fragilité chez les personnes âgées. Cette dernière est définie comme une diminution de la résistance de la personne face au stress qui augmente sa vulnérabilité. En conséquence, chez les personnes âgées, même en l'absence de maladie apparente, la mise en place de stratégies de développement de l'accès est nécessaire afin de contrôler leur dépendance. Une des stratégies reposerait sur la dispensation de traitements préventifs plutôt que curatif lorsque la prise en charge peut être réalisée relativement en amont. Ainsi, afin de mettre en place des stratégies, une meilleure compréhension des différents déterminants du recours aux soins représente un enjeu important en économie de la santé. Divers travaux ont déjà mis en évidence des inégalités sociales de santé et d'accès aux soins dans la population générale.

Dans le cadre de cette thèse, nous proposons d'évaluer les relations entre le vieillissement, les dépenses de santé et l'utilisation/accès au système de santé, en particulier le renoncement, chez les seniors à travers une approche économétrique. Étant donné que la santé des personnes de plus de 65 ans nécessite généralement au moins une visite chez un professionnel de santé durant l'année, les biais habituellement rencontrés liés à la problématique du besoin de soins peuvent être ignorés. À partir des différentes vagues de l'Enquête Santé et Protection Sociale (ESPS), nous allons nous intéresser aux dépenses de santé des seniors et chercher à identifier les différents déterminants de l'accès au système de santé dans cette population.

Mots-clés : économétrie appliquée, économie de la santé, renoncement.

* Le 4 juillet 2025, **Marino EMOU** a soutenu sa thèse sur **Les institutions de coopération française en Côte d'Ivoire (1960 – 2000)** (sous la direction d'Alexandre DEROCHE (PR))

Jury :

Alexandre DEROCHE, Université de Tours (Directeur de thèse)
Adrien LAUBA, Université de Poitiers (Examinateur)
Martial MATHIEU, Université de Grenoble Alpes (Président)
Florence RENUCCI, CNRS - IMAF (Rapporteuse)
Sylvain SOLEIL, Université de Rennes (Rapporteur)

Résumé :

Au lendemain de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, le nouveau gouvernement est censé prendre le relais de l'administration coloniale. Néanmoins, le gouvernement national est aidé par une solide coopération Française qui a vocation à permettre la transition vers une réelle indépendance et à faire perdurer, en partie, l'influence Française. Cette coopération se perpétue aujourd'hui, mais divers raisons (repositionnement stratégique de la France, baisse de son influence politique, manque de moyens budgétaires...), elle a considérablement reculé. Le moment s'ouvre donc d'écrire une histoire de cette coopération franco-ivoirienne. Depuis l'indépendance jusqu'au début des années 2000. sur quelles institutions et acteurs s'est-elle appuyée? suivant quelles finalités? quelles sont les évolutions chronologiques qui ont pu marquer ces quatre décennies? La thèse vise à répondre à ces questions du point de vue de l'histoire du droit et des institutions, en s'appuyant sur un dépouillement systématique de toutes les sources disponibles. Elle permettra d'apporter un éclairage sur un champ de recherche quasiment vierge.

Mots-clés : Institutions, coopération, indépendance.



* Le 18 octobre 2025, **Maïwen BLANDIN** a soutenu sa thèse sur **Les communes devant l'action sociale** (sous la co-direction de Patrick MOZOL (MCF HDR) et Pierre-Yves MONJAL (PR))

Jury :

Emmanuel AUBIN, Université de Tours (Examinateur)
Loïc LEVOYER, Université de Poitiers (Rapporteur)
Karine MICHELET, Université de Poitiers (Examinatrice)
Pierre-Yves MONJAL, Université de Tours (Co-directeur)
Patrick MOZOL, Université de Tours (Co-directeur)
Johanne SAISON, Université de Lille (Rapporteuse)
Antony TAILLEFAIT, Université d'Angers (Examinateur)
Pauline ZEIGER, ITHEA CONSEIL (invitée)

Résumé :

L'action sociale, partie intégrante du « bloc » de compétences composé de l'action sanitaire et sociale n'est pas la propriété exclusive d'un acteur public. Si le département a été désigné comme chef de file en matière d'action sociale, cette responsabilité lui confère une mission de coordination de l'ensemble des intervenants, notamment à l'échelle locale : services de l'Etat, région, communes, intercommunalités, associations, partenaires économiques. Dès lors, le rôle de la commune en tant que premier acteur de proximité va au-delà d'une action complémentaire : les communes agissent quotidiennement, notamment par le biais des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS). Pour répondre aux attentes de sa population, il faut pouvoir qualifier les besoins sociaux. Dès lors, la mise en oeuvre d'un diagnostic social de territoire est une étape qui ne peut être contournée. Ainsi, la réunion et la bonne entente de l'ensemble des acteurs et professionnels favorise la mise en oeuvre d'une action sociale adaptée. Comme dans d'autres domaines de politiques publiques, le développement de la mise en concurrence des collectivités territoriales peut s'avérer néfaste. Il faut pouvoir résister à l'impératif novateur qui n'est pas gage de réussite en ce qu'il s'agit de répondre aux besoins sociaux.

Mots-clés : décentralisation, action sociale, communes, CCAS, initiatives locales, démocratie participative.

* Le 1er décembre 2025, **Geoffrey FILLET** a soutenu sa thèse sur **Le discours doctrinal français sur les conventions de la Constitution** (sous la direction de Pierre MOUZET (PR))

Jury :

Manon ALTWEGG-BOUSSAC, Université de Paris-Est Créteil (Rapporteuse)
Éleonora BOTTINI, Université de Caen (Rapporteuse)
Franck LAFAILLE, Université Sorbonne-Paris Nord (Examinateur)
Félien LEMAIRE, Université d'Angers (Examinateur)
Pierre MOUZET, Université de Tours (Directeur de thèse)
Sébastien ROLAND, Université de Tours (Président)

Résumé :

Cela fait maintenant une trentaine d'années que le Professeur Pierre Avril a importé et popularisé dans le discours doctrinal français le concept d'origine anglaise de « convention de la Constitution » ou de « convention constitutionnelle ». Il est aujourd'hui courant de le retrouver dans les manuels de droit constitutionnel qui ont été édités en France ces dix ou quinze dernières années et par lequel sont désignées des règles formellement non écrites sur lesquelles se sont accordés les acteurs institutionnels, prescrivant la façon dont ces derniers doivent appliquer les textes matériellement constitutionnels. Pourtant, bien que le terme de « convention » semble avoir supplanté celui de « coutume constitutionnelle » dans le discours de la Doctrine, il demeure contesté par une majorité de juristes qui font preuve d'une certaine défiance à son égard allant jusqu'à le répudier. Un tel constat interroge donc sur la performativité de l'importation du concept anglais de « convention » dans le discours doctrinal français. La présente étude s'est alors donnée pour objet l'ensemble du discours doctrinal français relatif aux conventions constitutionnelles. Elle tente de démontrer que l'importation de la convention ne va pas sans difficulté à cause de la prégnance du constitutionnalisme écrit et des présupposés du positivisme formaliste sur la science du droit. Pour une majorité de juristes, le droit se trouve dans les textes et la jurisprudence. La convention étant par définition informelle et n'étant pas sanctionnée par le juge, elle est par conséquent exclue de leur objet d'étude. D'aucuns vont même jusqu'à affirmer que le concept servirait à légitimer des « violations de la Constitution ». A l'inverse, une minorité de constitutionnalistes appréhendant le droit constitutionnel comme un droit politique, utilisent l'outil « convention » pour étudier le fonctionnement effectif des institutions politiques et expliquer juridiquement les « écarts » entre la Constitution formelle et sa pratique. Les ambiguïtés entourant la notion rendent néanmoins son utilisation délicate.

Mots-clés : Interprétation, Pratique institutionnelle, Coutume constitutionnelle, Droit politique, Science du droit.

Soutenances d'Habilitation à Diriger des Recherches

* Le 27 juin 2025, **Franck JUREDIEU** a soutenu son Habilitation à diriger des recherches (HDR) en sciences juridiques, sous la présidence du Professeur Olivier DESHAYES.

Jury :

Nicolas CAYROL (PR), Université de Tours
François CHÉNEDÉ (PR), Université Lyon 3 Jean Moulin
Olivier DESHAYES (PR), Université Paris Nanterre
Thierry LE BARS (PR), Université de Caen Normandie

Lucie MAYER (PR), Panthéon Assas Université
Marc MIGNOT (PR), Université de Strasbourg
Claude OPHÈLE (PR), Université de Tours
Olivia ROBIN-SABARD (PR), Université de Tours

Le vendredi 27 juin 2025, sous la présidence du Professeur Olivier Deshayes, le jury a accordé l'Habilitation à Diriger des Recherches à Franck Juredieu. Après l'obtention d'un doctorat en 2011 à l'université de Poitiers sur



le sujet « Ratification et acte juridique », Franck Juredieu a été nommé l'année suivante maître de conférences à l'Université de Tours. Il intègre le CRDP puis l'IRJI François-Rabelais dont il assure la codirection de l'axe Marché et entreprise pendant plusieurs années. Son mémoire d'HDR, intitulé « L'action et l'exception en droit des contrats : Réflexions substantielles et processuelles sur les sanctions contractuelles » reflète ses travaux de recherche menés conjointement en droit des obligations, droit procédural ou encore en droit de l'entreprise.

* Le 12 novembre 2025, **Ludovic LAUVERGNAT** a soutenu son Habilitation à diriger des recherches (HDR) en sciences juridiques, sous la présidence de la Professeure émérite Natalie FRICERO.

Jury :

Nicolas CAYROL (PR), Université de Tours
Natalie FRICERO (PR émérite), Université Côte d'Azur
Rudy LAHER (PR), Université de Limoges

Guillaume PAYAN (PR), Université de Toulon
Catherine TIRVAUDEY (PR), Université de Besançon

Le 12 novembre 2025 s'est tenue à la Faculté de droit de Tours la soutenance d'habilitation à diriger des recherches de Ludovic Lauvergnat portant sur le sujet : Réflexion sur l'avenir des procédures civiles d'exécution. Pendant plus de 2 heures 30, le jury, présidé de Mme la Professeure Natalie Fricero, a invité le candidat à discuter sur les perspectives d'avenir d'une matière, de ce qui devrait être, à ce qui est. Le jury a déclaré le candidat admis au diplôme d'habilitation à diriger des recherches.

Commissaire de justice associé, et après avoir été Maître de conférences associé à l'Université de Tours, Ludovic Lauvergnat est Maître de conférences depuis 2023 après avoir soutenu sa thèse sur l'insaisissabilité à l'université Paris X Nanterre. Il est l'auteur de nombreux articles et commentaires principalement dans les domaines de la procédure civile, des procédures civiles d'exécution et du droit des baux.



Qualification des docteurs

Candidate inscrite sur la liste de qualification aux fonctions de Maître de conférences par la Section 02 du CNU session de mars 2025

Clémence APPERT,

« **Les offices du juge d'appel en contentieux administratif** », sous la direction du Professeur Benjamin DEFOORT.

Après une première expérience à l'occasion de mes années de master à l'Université de Tours, j'ai souhaité poursuivre dans la voie de la recherche en m'inscrivant en doctorat dans l'objectif de devenir enseignante-chercheuse. Mon travail de thèse (soutenu le 2 décembre 2024) porte sur « Les offices du juge d'appel en contentieux administratif » et questionne l'utilité du juge administratif d'appel. Je propose de définir son rôle à travers deux offices – juridictionnel et disciplinaire – qui tendent tous deux à assurer que le juge d'appel jugera « mieux » que le juge de première instance. Cette proposition envisage l'appel comme l'une des modalités de qualité de la justice administrative. Elle permet donc une nouvelle lecture des règles du contentieux administratif, notamment de celles qui tendent à restreindre l'accès au juge d'appel et qui sont de plus en plus fréquentes. J'ai été qualifiée par la Section 02 (Droit public) du CNU en mars 2025. J'ai ensuite été recrutée à compter de la rentrée universitaire de septembre 2025 à Nantes Université en tant que Maître de conférences en droit public. J'enseigne aujourd'hui en droit administratif et en droit de l'environnement. Mes thèmes de recherche s'inscrivent dans la continuité de mes travaux c'est-à-dire en droit administratif, et plus particulièrement en contentieux.

Retour sur les colloques



6 février 2025 - **L'IA et la protection des données de santé - Nouveaux enjeux et perspectives**, colloque sous la direction scientifique de Farida Arhab-Girardin (MCF HDR).

[Lien vers la vidéo Canal U](#)



13 février 2025 - **Brazil, Latin America and Multiculturalism, franco-brazilian webinar**. En partenariat avec le Groupe de Recherche sur l'Action Multilatérales (GRAM) et l'Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes.



19 février 2025 - **Transformer les systèmes alimentaires par le droit à l'alimentation**, colloque co-organisé par les députés Boris Tavernier, Richard Ramos, Éléonore Caroit, Magali Ramel, docteure en droit de l'Université de Tours et Action contre la Faim.

[Lien vers la vidéo Canal U](#)



12 mars 2025 - **L'actualité jurisprudentielle des baux**, colloque sous la direction scientifique de Franck Juredieu (MCF HDR).



13 mars 2025 - **Droit du vin, monopole et santé - Regards croisés France-Suède**, proposé par l'Axe Territoire - Environnement - Patrimoine.



14 mars 2025 - **Les décisions collectives dans les sociétés non cotées - Actualité législative et jurisprudentielle**, colloque sous la direction scientifique d'Hélène Gourdy (MCF).

Retour sur les colloques



18-19 mars 2025 - **Le droit vecteur de la F/francophonie : l'exemple du Japon** colloque sous la direction scientifique de Loïc Levoyer, Pr. Dr. à l'Université de Poitiers (France) - Co-directeur du réseau NihonEuropa, Hiroshi Otsu et Hideki Eto, Pr. Dr. à l'Université de Meiji (Japon).



31 mars 2025 - **Réflexions sur les relations stratégiques entre la France et les États du Sahel - Défis communs et opportunités partagées**, colloque international sous la direction scientifique de Pierre-Yves Monjal, Professeur de droit public à l'Université de Tours et Anicet Liliou, Enseignant chercheur à l'Université de Tours, Directeur de l'Institut de Recherches sur la paix au Sahel.



1er, 2 et 3 avril 2025 - **Les souverainetés économiques et militaire face à la mondialisation - étude comparée : Europe - Asie - Pacifique**, colloque international organisé par les Universités de Tours et Nantes (France), Laval (Canada) et Ho Chi Minh Ville (Vietnam).



3 avril 2025 - **Un droit pour la fin du monde ? - Les discours eschatologiques dans le droit**, colloque sous la direction scientifique de Bruno Godefroy et Alexandre Mimouni.



23 avril 2025 - **L'IVG entre progrès et régression - Regards croisés à l'occasion du cinquantième de la loi Veil**, Ateliers doctoraux sous la direction scientifique de Léa Cellier, Antonin Crinon et Edward Milon.



27 mai 2025 - **Les anniversaires du droit**, Journée d'étude du laboratoire.



24-25 juin 2025 - **Mythes et dogmes fondateurs de la construction européenne**, Congrès des 60 ans de l'AFEE (Association Française d'Études Européennes).



4-5 juillet 2025 - **Les fonctions des dommages-intérêts**, séminaire du GRERCA (Groupe de Recherche Européen sur la Responsabilité Civile et Assurance).



9-10 octobre 2025 - **Le juge administratif face à l'inaction des pouvoirs publics**, colloque sous l'égide des Conseils d'État français et grec et des Universités de Tours et d'Athènes dans le cadre des deuxièmes rencontres franco-helléniques de droit administratif.

[Lien vers la video Canal U](#)



7 novembre 2025 - **Les services publics exténués - état des lieux et perspectives**, colloque en hommage au Professeur Joël Carbajo sous la direction scientifique d'Emmanuel Aubin et François Brunet.

[Lien vers la video Canal U](#)



13-14 novembre 2025 - **L'avenir des procédures civiles d'exécution : le temps de la réflexion**, colloque sous la direction scientifique de Ludovic Lauvergnat.

[Lien vers la video Canal U](#)



14 novembre 2025 - **La (Mé)connaissance des droits des majeurs protégés**, colloque co-organisé avec l'Union Départemental des Associations Familiales de Loir-et-Cher dans le cadre des « Rendez-vous blésois du droit des majeurs protégés ».

[Lien vers la video Canal U](#)

Retour sur les colloques



27 novembre 2025 - **Les transferts de notions comme enjeu de la francophonie juridique : l'exemple du Japon - Regards croisés du réseau Nihon-Europa**, colloque sous la direction scientifique d'Emmanuel Aubin, Pierre-Yves Monjal et Loïc Levoyer, Co-directeurs du réseau Nihon-Europa.

[Lien vers la video Canal U](#)



28 novembre 2025 - **IVG : enjeux et perspectives**, colloque sous la direction scientifique d'Antonin Crinon, Marie Dugué et Colombine Madelaine.

[Lien vers la video Canal U](#)



4 décembre 2025 - **L'avenir des églises en France**, colloque sous la direction scientifique d'Alexandre Deroche.



4 décembre 2025 - **élections européennes, conséquences nationales et inversement...**, colloque sous la direction scientifique de Nicolas Clinchamps, Christophe Geslot, Pierre-Yves Monjal et Sébastien Roland.



11 décembre 2025 - **De la loi SRU au ZAN - Quelles perspectives pour la sobriété foncière ?**, colloque organisé dans le cadre du programme POPSU Transitions.

Retour sur les conférences



16 janvier 2025 - Conférence présentée par l'Axe Territoire-Environnement-Patrimoine, « **Démocratie participative locale et politique de la ville : quel bilan à la lumière des conseils citoyens ?** », par Patrick Mozol Maître de conférences HDR à l'Université de Tours.



21 janvier 2025 - Conférence présentée le Master Juriste d'entreprise « **L'évasion fiscale - Les enjeux économiques confrontés à la responsabilité sociale des entreprises** », par Ophélie Gath, Inspectrice des impôts, Daniel Gutmann, Professeur à l'Université Paris 1 panthéon-Sorbonne et Yucel Dogan, Avocat.



14 février 2025 - Conférence présentée par l'Axe Normes et Institutions en Europe, « **Les rapports entre Luxembourg et Strasbourg - Évolutions jurisprudentielles récentes** », par Thomas von Danwitz, Vice-président de la Cour de justice de l'Union européenne.



26 février 2025 - Conférence présentée par l'Axe Normes et Institutions en Europe, à l'occasion de la parution de l'ouvrage « **Droit européen des transports** », par son auteur, Loïc Gard, Professeur à l'Université de Bordeaux.



27 février 2025 - Conférence présentée par l'Axe Territoire-Environnement-Patrimoine et le Master Droit du patrimoine, « **La notion de succession vacante et son interprétation dans les procédures judiciaires et administratives contemporaines - point de vue polonais** », par Radoslaw Wisniewski, Avocat.



27 février 2025 - Conférence présentée par l'Institut d'études judiciaires, « **La fabrique de l'émission « Faites entrer l'accusé »** », par Marie-Sophie Tellier-Viguié, réalisatrice de l'émission.



10 mars 2025 - Conférence présentée par l'Axe Normes et Institutions en Europe dans le cadre de l'Université européenne NEOLAIA, « **Les atteintes à l'État de droit en Pologne et en Hongrie** », par Joakim Nergelius, Professeur à l'Université d'Örebro.



11 mars 2025 - Conférence présentée par l'Axe Marché et Entreprise, « **EU Trade Mark Law: a swedish point of view** », par Erika Lunell, Senior Lecturer à l'Université d'Örebro.



14 mars 2025 - Conférence présentée par l'Axe Normes et Institutions en Europe dans le cadre de l'Université européenne NEOLAIA, « **Les rapports entre CJUE, CEDH et juges constitutionnels** », par Joakim Nergelius, Professeur à l'Université d'Örebro.



17 mars 2025 - Conférence présentée par Louise Cadorel et Sylvain Crépon, « **L'âge du consentement sexuel. Une problématique pertinente au regard du droit et de la sociologie ?** », par François Fourment (PR) et Pierre Verdrager, Chercheur associé au CERLIS-CNRS.

[Lien vers la video Canal U](#)



21 mars 2025 - Conférence présentée par la DPJJ Touraine-Berry, l'Ordre des avocats de Tours et l'IEJ, « **Créer le lien avec les adolescents dans le cadre de la justice pénale des mineurs** ».



28 mars 2025 - Ciné-débat « **Le droit d'asile** » présenté par le Master 2 Juriste de droit public, « **L'histoire de Souleymane** », avec la participation de Quentin Gentilhomme, Avocat, Pierre Boisseau (MCF) et Antoine Labbé, Rapporteur à la Cour nationale du droit d'asile.



2 avril 2025 - Conférence organisée dans le cadre du programme de recherches transversales « **un droit pour la fin du monde ?** », « **From Law to grace: Eschatological readings of History in Augustine and Joachim of Fiore** », par Matthias Riedl, Historien, Professeur associé à la Central European University.



3 avril 2025 - Conférence présentée par l'Institut d'études judiciaires, « **Le parquet à la française : quels rôles pour le ministère public aujourd'hui ?** », par Axel Sandberg, Vice-procureur placé près la Cour d'appel d'Angers.



4 avril 2025 - Conférence inaugurale du cycle « **Représenter l'intérêt public en justice** », « **La représentation du gouvernement devant le Conseil constitutionnel : l'exemple de la QPC** », par Benoit Canguilhem, Chargé de mission QPC auprès du SG du gouvernement et Romélien Colavitti (PR).



7 avril 2025 - Conférence présentée par l'Axe Normes et Institutions en Europe, « **Les 75 ans de la déclaration Schuman du 9 mai 1950** », par Antoine Godbert, Président du Mouvement européen d'Indre-et-Loire, Professeur affilié à ESCP Business School.



19 juin 2025 - Conférence inaugurale de la Chaire IA, Numérique et Droit, « **L'IA dans l'environnement des collectivités territoriales** », par Guy Sakré Kéké, Docteur en droit et enseignant-chercheur contractuel à l'Université de Tours.

Retour sur les conférences



3 juillet 2025 - Conférence présentée à l'occasion de la parution de la table générale des Mélanges en droit francophone, autour de l'ouvrage « **La transmission par les Mélanges universitaires** ».



24 septembre 2025 - Conférence du cycle Varia, thématique Événement, « **La sécurité sociale à 80 ans : héritage en or ou fardeau de plomb ?** », par Julien Bourdoiseau, Professeur à l'Université de Tours.



9 octobre 2025 - Conférence présentée par l'Axe Normes et Institutions en Europe, « **Union économique et monétaire et souveraineté** », par Alexis Le Barbier, Docteur en droit de l'Université Paris-Panthéon-Assas.



9 octobre 2025 - Conférence du cycle Varia, thématique Du droit dans l'actualité, « **Les congés payés** », par Gwenola Bargain, Maîtresse de conférences à l'Université de Tours.



15 octobre 2025 - Conférence présentée par l'Institut d'études judiciaires, « **Intérêt, volonté. Recherche sur les fondements du droit commun des contrats** », par Antoine Nachim, Docteur en droit et enseignant-chercheur contractuel à l'Université de Tours.



16 octobre 2025 - Conférence du cycle Varia, thématique Du droit dans l'actualité « **Cour constitutionnelle roumaine : gardienne ou fossoyeuse de l'État de droit ?** », par Edward Milon, Doctorant à l'Université de Tours.



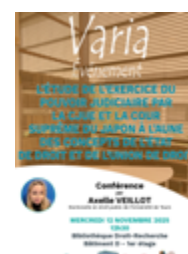
23 octobre 2025 - Conférence du cycle Varia, thématique Événement « **L'influence de la politique européenne de voisinage sur la souveraineté des États du Maghreb** », par Loubna Slimani, Doctorante à l'Université de Tours.



6 novembre 2025 - Conférence du cycle Varia, thématique Du droit dans l'actualité, « **La rémunération du dirigeant d'entreprise : les limites posées par le droit fiscal** », par Anastasios Papagiannoulas, Docteur en droit et enseignant-chercheur contractuel à l'Université de Tours.



7 novembre 2025 - Conférence proposée par « La Table des Citoyens » et Pierre Mouzet (PR), « **Laïcité et ordre public - Dix ans après, Cent vingt ans après** », par Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre et ancien Ministre de l'intérieur.



12 novembre 2025 - Conférence du cycle Varia, thématique Événement, « **L'étude de l'exercice du pouvoir judiciaire par la CJUE et la Cour suprême du Japon à l'aune des concepts de l'État de droit** », par Axelle Veillot, Doctorante à l'Université de Tours.



17 novembre 2025 - Conférence du cycle « Représenter l'intérêt public en justice », « **La représentation de la République française devant les juridictions internationales et européennes** », par Diégo Colas, Directeur des affaires juridiques au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Romélien Colavitti et Pierre-Yves Monjal, Professeurs à l'Université de Tours.



19 novembre 2025 - Conférence présentée par Louise Cadorel, ATER à l'Université de Tours, « **Gouverner l'environnement en équateur : la fabrique quotidien ne de l'état au contact de l'international** », par Louise Rebeyrolle, Docteure en science politique.



19 novembre 2025 - Conférence présentée par l'Axe Territoire-Environnement-Patrimoine et le Master Droit du patrimoine, « **Usages stratégiques du droit de l'environnement contre la construction : l'exemple de l'État de Californie** », par Marc Goetzmann, Maître de conférences à l'Université de Tours.



24 novembre 2025 - Conférence du cycle Varia, thématique Événement « **La Ve République dans la tourmente. Crise politique ou crise de régime ?** », par Romélien Colavitti (PR), Sylvain Crépon (MCF), Anne Jeannot (MCF), Pierre Mouzet (PR), Patrick Mozol (MCF HDR), Adric Vitiello (MCF), Antonin Crinon (DR) et Sébastien Roland (PR).



26 novembre 2025 - Conférence présentée par l'Axe Normes et Institutions en Europe, « **La querelle des identités constitutionnelles** », par Martin Quesnel, Maître de conférences à CY Cergy Paris Université.



2 décembre 2025 - Conférence présentée par les Masters Droit européen, la Chaire IA, Numérique et Droit et l'Axe Marché et entreprise, « **L'analyse de l'impact des technologies NFT et blockchain sur le marché de l'art et de la propriété intellectuelle** », par Alina Goncharova, Dr. Pr., chercheuse invitée à « Le Studium » Loire Valley Institut for Advanced Studies.



4 décembre 2025 - Conférence du cycle Varia, thématique Rencontre(s), « **Présentation de l'ouvrage « Panique dans la civilisation. Contribution à une histoire politique des émotions »** », par son auteur, Stéphane Mouré, Maître de conférences à l'Université de Tours et Killian Deveney, discutant et Doctorant à l'Université de Tours.



11 décembre 2025 - Conférence présentée par l'Axe Normes et Institutions en Europe, « **Que reste-t-il du Green Deal ?** », par Nicolas de Saadeler, Professeur à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles et Raphaël Batiot, étudiant du Master Affaires européennes à l'Université de Tours.

Calendrier prévisionnel 2026 des colloques et conférences

- 15 janvier - La réparation des dommages causés par l'IA
- 22 janvier - Les violences intrafamiliales. Aspects théoriques et pratiques
- 29 janvier - L'état des lieux des relations franco-africaines à travers le regard des jeunes
- 2 février - Regards croisés sur les réformes constitutionnelles et politiques au Bénin
- 3 février - La doctrine Donroe : l'Amérique latine et Trump
- 5 février - L'IA, le numérique et les élections : quelles protections pour les démocraties européennes ?
- 5 février - Mourir en droit(s) - À l'aune des enjeux éthiques et regards comparés, jusqu'où le droit peut-il accompagner ?
- 5 février - Le patrimoine culturel local
- 6 février - L'interim
- 17 février - L'exigence de qualité du service public
- 18 février - Actualités des modes alternatifs de règlement des différends
- 4 mars - L'État contre les associations. La restriction des libertés associatives
- 4 mars - L'IA et le droit du travail
- 12 mars - Autour de l'ouvrage « Contes illustrés de la responsabilité civile »
- 12 et 13 mars - Sociétés en transition à l'ère de l'intelligence artificielle. Interroger les dynamiques historiques, les recompositions sociétales et les nouveaux horizons normatifs
- 18 mars - Autour de l'ouvrage « Roy Bean. La loi à l'Ouest du Pecos »
- 19 mars - Le nouvel interventionnisme économique de l'Union européenne
- 26 mars - Les dix ans de l'ordonnance du 10 février 2016. Quel bilan d'application pour la réforme du droit des contrats
- 27 mars - L'appréhension judiciaire du passage à l'acte délictuel par les mineurs
- 27 mars - Propriété et personnalité juridique
- 30 mars - Les responsabilités des dirigeants d'entreprises dans la gouvernance algorithmique
- 2 avril - Les potentialités du droit réel de jouissance spéciale
- avril - Les villes intelligentes
- 28 et 29 mai - L'interprétation du droit dans un monde en mutation
- 5 juin - La prescription
- 8 juin - L'originalité des droits africains influencés par le droit français. Première édition consacrée au droit privé
- 11 juin - Journée du laboratoire
- 24 et 25 septembre - Éthique, humanisme, numérique
- 3 octobre - Regards croisés sur la prison
- novembre - Droit, Art & IA : l'art dans tous ses états
- 10 et 11 décembre - La réparation en nature

2- Don d'ouvrages



CENTRE DE RECHERCHES
ET D'ÉTUDES EN DROIT ET
INSTITUTIONS JUDICIAIRES
EN AFRIQUE

Pour ce don, il faut remercier le Professeur Joseph Djogbenou, Directeur du laboratoire CREDIJ, Nicolin Assogba, donateur en charge de la gestion des Éditions du CREDIJ et Avocat Associé chez D2A SCPA, Arbitre et Salim Mohamed Yaya-Oyé, doctorant en cotutelle entre l'Université de Tours et l'Université d'Abomey (Bénin) pour la thèse « La sécurité juridique dans le domaine de l'investissement immobilier : étude comparée entre droits béninois, ivoirien et français », co-dirigée par Fabienne Labelle, Maîtresse de conférences HDR et le Professeur David Roch Gnahoui.



3- Table générale des mélanges et hommages en droit francophone

 <https://hal.science/hal-05034957v3>

4- Publications financées par l'IRJI François-Rabelais

The book cover features a dark blue header with the 'EDICEP' logo and 'Éditions de la Sorbonne' text. The title 'DÉCENTRALISATION ET TERRITOIRES (2)' is printed in white. The central image is a photograph of a modern architectural interior with a large, curved, light-colored structure. The authors' names, 'Olivier de Pauw' and 'Nicolas Delbecq', are at the bottom. A red vertical band on the right edge contains the text 'ACTES & COLLOQUES' in white.

L'intérêt de ces analyses minutieuses et souvent très critiques réside autant dans les diagnostics précis et argumentés des diverses crises affectant l'administration territoriale, qu'il s'agisse de dénoncer la recentralisation plus ou moins rampante affectant notre État, ou à l'inverse les tendances à l'éclatement voire à la désagrégation menaçant les autres, que dans la contribution à la recherche jamais achevée du modèle idéal de distribution du pouvoir entre le Centre et la périphérie.

Résumé : Sous le prisme du droit comparé, le présent ouvrage cherche à mettre en lumière les perspectives européennes possible de l'adoption. Institution unique, l'adoption est emblématique de la mise en balance d'intérêts divergents entre famille d'origine, famille adoptive et enfant. Tant les législations que les cours de justice tiennent pour cardinale la notion d'intérêt supérieur de l'enfant. Il est ainsi apparu, dans les deux systèmes de droit, que l'adoption est un mode d'établissement de la filiation qui consiste prioritairement à donner une famille à un enfant, ce qui en fait une mesure de protection. S'il est donc un jus commune, c'est de veiller au respect des droits de l'enfant adopté.

Parique dans la civilisation
Contribution à une histoire politique
des émotions



Parique
Jean-Louis Fauriol

Presses universitaires de Khartoum & Thessalonique

C'est ce que disaient les Romains, témoins effarés des progrès inexorables du christianisme dans l'Empire. Au rebours de cette proclamation inquiète, nous voulons croire en l'étonnante vitalité de ce dieu opportunément tiré de l'oubli.



Résumé : Les circulations de biens et de personnes entre la France et le Portugal se sont intensifiées au ^{xx}e siècle suite à une vague d'immigration des Portugais vers la France liée à un contexte politique bien connu. Au début du ^{xx}e siècle, ce sont des retraités français qui ont pu être séduits à leur tour par la douceur des terres lusitaniennes et leur fiscalité attractive. Il en résulte des situations d'extranéité diverses : couples franco-portugais, successions ouvertes en France sur des biens situés au Portugal, investissement de français au Portugal, etc. Ces différents flux donnent lieu à des situations patrimoniales complexes aux enjeux juridiques et fiscaux considérables, notamment en contexte de crise familiale (divorce, décès). L'intégration des deux pays au sein de l'Europe ne suffit pas à répondre à toutes les questions posées, en dépit du progrès du droit substantiel en la matière.

5- Publications de colloques dans des revues



« Les décisions collectives dans les sociétés non cotées » sous la direction d'Hélène GOURDY dans « Actes pratiques et ingénierie sociétaire »
Éditeur : LexisNexis
ISSN : 1285-4379 - Parution : n° 6 novembre-décembre 2025
Résumé : La manière d'adopter des décisions collectives dans les sociétés non cotées a sensiblement évolué ces dernières années. Le législateur, à travers la loi Attractivité du 13 juin 2024, est venu faciliter leur adoption, en renforçant le recours aux consultations écrites et la participation à distance. Mais il a également renouvelé les conditions de leur remise en cause par l'ordonnance portant réforme du régime des nullités du 12 mars 2025. Parallèlement, la jurisprudence n'est pas en reste, elle impose des critères stricts pour leur validité, comme le respect de l'intérêt collectif et des majorités requises, et endosse un nouveau rôle clé dans l'équilibre entre sécurité juridique et sanction des abus, notamment via le « triple test ».

6- Autres publications des membres de l'IRJI François-Rabelais



Paxa Europa - L'Union européenne, un espace de paix en sursis ?

Contributions de Pierre-Yves MONJAL et (Nicolas CLINCHAMPS), Avant-propos ; Alexandre DEROCHÉ, Pierre-Henri Teitgen et l'Europe des droits de l'homme : un père fondateur oublié ? ; Anne JEANNOT, La politique d'élargissement de l'Union européenne constitue-t-elle toujours un facteur de paix en Europe ?
• Éditeur : Bruylant
• EAN : 9782807948020
• Parution : 02/2025



Mélanges en l'honneur du Professeur Fabrice Leduc

Contributions de Farida ARHAB-GIRARDIN, Accidents de naissance et indemnisation : entre responsabilité et fatalité ; Julien BOURDOISEAU, La compensation des dommages corporels de masse ou la concurrence des services publics ; Juliette BRUNIE, Le droit du travail, terre d'élection des préjudices de principe ; Marie DUGUÉ, Réflexions sur le préjudice de perte de temps ; Franck JUREDIEU, La nature juridique de la réduction du prix ; Daniel LANGÉ, Loire, qui es-tu ? ; Olivia ROBIN-SABARD, Responsabilité extracontractuelle et ordre public ; Hadi SLIM, Responsabilité précontractuelle et contrats préparatoires ; François-Xavier TESTU, Pour une méthode d'interprétation des règles de responsabilité extracontractuelle ; Guillemette WESTER, La réparation en nature est-elle l'avenir de la réparation ?

• Éditeur : LexisNexis
• EAN : 9782711041756
• Parution : 02/2025



Savoir, incertitude, ignorance - Les enjeux de connaissance dans le droit des sciences et techniques

Contribution de Simon HUTIN
Quand l'ignorance présente un intérêt - La mobilisation du doute scientifique à des fins stratégiques dans le cadre de la santé environnementale
• Éditeur : Lefebvre Dalloz
• EAN : 9782731413403
• Parution : 02/2025



Réussir sa première année de droit - Édition 2025

Contribution de Stéphane MOURÉ
L'histoire du droit et des institutions
• Éditeur : Studyrama
• EAN : 9782759057580
• Parution : 03/2025



Code de la construction et de l'habitation 2025 annoté & commenté

Contribution de Camille DREVEAU
Droit immobilier
• Éditeur : Lefebvre Dalloz
• EAN : 9782247237371
• Parution : 03/2025



Cours de droit pénal 2025

Auteurs : Nicolas JEANNE et (Élise LETOUZEY)
• Éditeur : IEJ JEAN DOMAT
• EAN : 9782380410693
• Parution : 04/2025



Cours de procédure civile 2025

Auteurs : Olivia SABARD, (Liza VEYRE, Hugues MICHELIN-BRACHET et Marilyn GUEZ)
• Éditeur : IEJ JEAN DOMAT
• EAN : 9782380410723
• Parution : 04/2025



Cours de procédure pénale 2025

Auteurs : Nicolas JEANNE, (Pascal BEAUVAIS et Élise LETOUZEY)
• Éditeur : IEJ JEAN DOMAT
• EAN : 9782380410730
• Parution : 04/2025



Law of Succession: national, comparative and international aspects - Ukrainian and English-language scientific and practical edition

Contributions de Fabienne LABELLE, Chapter 2. The will in french legislation et Alina GONCHAROVA, Chapter 3. Inheritance law in Ukraine and France: comparative and international aspects
• Éditeur : Alerte édition
• EAN : 9786175669181
• Parution : 05/2025



La protection des forêts à l'heure des défis environnementaux : droit international, droit européen, droits nationaux

Contribution de Damien THIERRY
• Éditeur : Éditions A. Pedone
• Collection : Protection des forêts
• EAN : 9782275125558
• Parution : 05/2025



Le droit pénal en cas pratiques

Auteur : Nicolas JEANNE
• Éditeur : Lefebvre Dalloz
• Collection : Réussir mon examen - 8e édition
• EAN : 9782247240234
• Parution : 05/2025



Le droit des affaires en cas pratiques

Auteurs : Clément FAVRE-ROCHEX et (Jean-Baptiste BARBIÉRI)
• Éditeur : Lefebvre Dalloz
• Collection : Réussir mon examen - 3e édition
• EAN : 9782247240203
• Parution : 05/2025



Liberté, égalité, fraternité

Les révolutions anglaise, américaine et française et la naissance de l'Occident libéral

Auteur : François-Xavier TESTU
• Éditeur : Lefebvre Dalloz
• EAN : 9782247240845
• Parution : 05/2025



Procédure civile

Auteur : Nicolas CAYROL
• Éditeur : Lefebvre Dalloz
• Collection : Cours de droit privé - 5e édition
• EAN : 9782247234332
• Parution : 05/2025



Valeurs fondatrices de l'Union européenne. Valeurs communes aux États membres

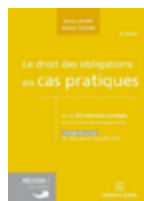
Contribution d'Edward MILON
L'évolution du principe de primauté au travers de son interaction avec les valeurs communes
• Éditeur : Presses de l'Université Toulouse Capitole
• EAN : 9782361703073
• Parution : 05/2025



La procédure pénale en cas pratiques - Plus de 30 exercices corrigés

À jour de la loi N°2024-1061 du 26 novembre 2024
Auteur : Nicolas JEANNE
• Éditeur : Lefebvre Dalloz
• Collection : Réussir mon examen - 6e édition
• EAN : 9782247240197
• Parution : 06/2025

6- Autres publications des membres de l'IRJI François-Rabelais



Le droit des obligations en cas pratiques

- Auteurs : Nicolas JEANNE et (Antoine TOUZAIN)
- Éditeur : Lefebvre Dalloz
- Collection : Réussir mon examen - 6e édition
- EAN : 9782247240227
- Parution : 06/2025



Défis des mers et réponses du droit, Livre 2

Ambitions, succès et échecs du droit en temps de paix

Contribution de François-Xavier TESTU

Corsaires, Forbans, Pirates : Le Droit des prises et la question de la souveraineté sur les océans

- Éditeur : mare & martin
- Collection : Histoire du droit des institutions
- EAN : 9782386001666
- Parution : 06/2025



La profession de notaire : les risques de l'exercice

Contribution de Hadi SLIM

La responsabilité notariale : vision d'ensemble

- Éditeur : CEPRISCA
- EAN : 9791097323189
- Parution : 07/2025



Dictionnaire de l'éthique publique

Contribution d'Emmanuel AUBIN-KANEZUKA

Auteur des mots d'entrée « Discipline (discipline et pouvoir disciplinaire) ; Intégrité ; Obligation de réserve »

- Éditeur : LexisNexis
- EAN : 9782711040421
- Parution : 08/2025



L'histoire des institutions et du droit – Ve – XIIIe siècles

Auteur : Alexandre DEROCHÉ

- Éditeur : Ellipses
- Collection : Le droit en fiches & en flashcards
- EAN : 9782340108370
- Parution : 09/2025



Le droit international public

Auteur : Nathalie ROS

- Éditeur : Ellipses
- Collection : Le droit en fiches & en flashcards
- EAN : 9782340108387
- Parution : 09/2025



Le droit des personnes

Auteur : Audrey DAMIENS

- Éditeur : Ellipses
- Collection : Le droit en fiches & en flashcards
- EAN : 9782340108349
- Parution : 09/2025



Le droit de la famille

Auteurs : Fabienne LABELLE et Ambra MARIGNANI

- Éditeur : Ellipses
- Collection : Le droit en fiches & en flashcards
- EAN : 9782340108400
- Parution : 09/2025



Le droit des collectivités territoriales

Auteur : Patrick MOZOL

- Éditeur : Ellipses
- Collection : Le droit en fiches & en flashcards
- EAN : 9782340108417
- Parution : 09/2025



Droit et pratique des voies d'exécution 2026-2027

Auteurs : Nicolas CAYROL, (Edouard DE LEIRIS, Serge GUINCHARD et Tony MOUSSA)

- Éditeur : Lefebvre Dalloz
- Collection : Dalloz Action - 11e édition
- EAN : 9782247239887
- Parution : 09/2025



Code des procédures civiles d'exécution - Édition 2026

Commenté par Ludovic LAUVERGNAT

- Éditeur : LexisNexis
- Collection : Code bleu - 14e édition
- EAN : 9782711042913
- Parution : 03/2024



L'essentiel du droit de la fonction publique

À jour du décret du 24 juillet 2025 relatif au recrutement dans la FP (en vigueur le 01/10/2025)

Auteur : Emmanuel AUBIN-KANEZUKA

- Éditeur : Gualino
- Collection : Les carrés rouge - 18e édition
- EAN : 9782297261722
- Parution : 09/2025



Procédure pénale - Édition 2025-2026

Auteurs : François FOURMENT et (Éric CAMOUS)

- Éditeur : BRUYLANT
- Collection : Paradigme - Manuels - 18e édition
- EAN : 9782802776093
- Parution : 09/2025



Code de la consommation - Édition 2026

Annoté par Clément FAVRE-ROCHEX, (Jean-François CESARO, Valérie GUEDJ, Arnaud MARTINON, Nicolas MATHEY, Claire-Marie PÉGLION-ZIKA et Thomas PIAZZON)

- Collection : Code bleu - 19e édition
- Éditeur : LexisNexis
- EAN : 9782711042876
- Parution : 09/2025



Mélanges en l'honneur du Professeur Denis Mazeaud

Contribution de Fabrice LEDUC

La réduction de la clause pénale à zéro euro

- Éditeur : LGDJ
- EAN : 9782275152967
- Parution : 10/2025



Introduction à l'histoire des idées politiques

Auteur : Stéphane MOURÉ

- Éditeur : Ellipses
- Collection : Perspectives
- EAN : 9782340108745
- Parution : 10/2025



Le principe de la sécurité juridique

Contribution de Ludovic LAUVERGNAT

La sécurité juridique en droit de l'exécution

- Éditeur : Lefebvre Dalloz
- Collection : Thèmes & commentaires
- EAN : 9782247239573
- Parution : 10/2025



Initiation aux études juridiques

Contributions de Nicolas CAYROL et Tommy LEROUX

L'exécution (Nicolas CAYROL) et Les juristes dans la cité et Les gens du droit (Nicolas CAYROL et Tommy LEROUX)

- Éditeur : Nouveau Monde Éditions
- EAN : 9782380947014
- Parution : 10/2025



Les intérêts de la justice

Contribution de François FOURMENT

La prescription glissante

- Éditeur : L'Harmattan
- Collection : BibliothèqueS de droit
- Parution : 11/2025
- EAN : 9782336538747

6- Autres publications des membres de l'IRJI François-Rabelais



Les transformations du droit administratif : 80 ans de l'AJDA

Contribution d'Emmanuel AUBIN-KANEZUKA

La fonction publique au prisme des 80 ans de l'AJDA : une heureuse octogénaire ? Retour sur les « problèmes de la fonction publique »

- Éditeur : Lefebvre Dalloz
- EAN : 9782247243259
- Parution : 11/2025



Mélanges en l'honneur du Professeur Hervé Le Nabasque

Contribution de Frédéric DANOS

Le droit de rétention du nantissement de compte-titres

- Éditeur : JOLY éditions
- EAN : 9782306001950
- Parution : 12/2025



Le bon usage du numérique - Comment s'en servir, pour soi et pour les autres

Auteurs : Audrey DAMIENS, (Jimmy BORDARIE et Anne-Laure SWEIKER)

- Éditeur : Ellipses
- EAN : 9782340110762
- Parution : 12/2025

Nouveaux cycles de conférences

1- Au Tours du droit



Radio Béton nous propose une nouvelle émission mensuelle par conçue et réalisée par Colombine Madelaine, Maîtresse de conférences en droit public en partenariat avec l'Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire François-Rabelais et les enseignants-chercheurs et étudiants de la Faculté de droit, économie & sciences sociales de l'Université de Tours, pour dépasser les idées reçues sur le droit, analyser l'actualité au prisme du droit, découvrir ses formations et ses métiers et les enjeux de la recherche juridique (si si la recherche en droit ça existe et vous verrez vous allez même peut être trouver ça intéressant !).

Trois émissions sont d'ores et déjà accessible en podcast :

- IVG, Enjeux et perspectives
- Responsabilité civile et assurance, focus sur les dommages et intérêts
- Instabilité gouvernementale, que peut encore la Constitution ?

<https://podcast-radiobeton.com/au-tours-du-droit>

2- Représenter l'intérêt public en Justice

L'Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire François-Rabelais de l'Université de Tours (IRJI, UR-7496) poursuit son cycle de conférences sur « La représentation de l'intérêt public en Justice » sous la responsabilité scientifique de Romélien Colavitti, Professeur de droit public. Ce cycle semestriel est conçu comme un retour d'expériences d'agents publics, fonctionnaires, membres du ministère public ou avocats, chargés de représenter les intérêts publics devant les juridictions administratives, judiciaires ou constitutionnelles ; nationales, européennes ou internationales ainsi qu'à l'occasion de règlements alternatifs des litiges (comme devant les tribunaux arbitraux). Seront notamment reçus des représentants de l'État, du Gouvernement, du ministère public, d'une collectivité territoriale, d'un établissement

public, d'une association ou d'une fondation reconnus d'utilité publique.

L'objectif de cette manifestation est de déterminer s'il existe une spécificité à cet exercice ou s'il ne se distingue pas substantiellement de la représentation des intérêts privés en Justice. Seront alors analysés les modalités de l'habilitation à représenter, la détermination de l'intérêt mobilisé (public, général, collectif ou individuel d'une personne publique), la stratégie judiciaire déployée, le déroulement de la procédure (phases écrite, orale), l'application des garanties d'un procès équitable (principes du contradictoire, de l'égalité des armes, de publicité des débats), la gestion des éventuels recours incidents et les conditions d'exécution ou de contestation des jugements.



3- Varia (Du droit dans l'actualité, Événement, Rencontre(s))

Varia

Derrière ce nouveau rendez-vous proposé par Antonin Crinon, Docteur en droit et Enseignant-chercheur contractuel et Xavier Houiller, Responsable de la bibliothèque Droit-Recherche, se cachent deux objectifs : analyser des faits au regard de la règle de droit et susciter la réflexion et le débat. La réussite de Varia repose alors sur l'échange avec un public actif et des intervenants réactifs. Varia se veut également être un outil de mise en valeur de la jeune recherche de notre Faculté. Elle sera pleinement sollicitée, nul doute que la variété des sujets abordés et la pluralité disciplinaire des intervenants lui permettra de tirer profit de son investissement dans la réussite de ce nouveau cycle de conférences.

L'intérêt est de créer un nouvel espace d'échange et de débat au sein de la bibliothèque Droit-Recherche pour les étudiants, les universitaires, les professionnels du droit et toute autre personne intéressée. Ces conférences sont organisées avec le soutien de l'IRJI François-Rabelais, de la Faculté et d'Hémisphère Droit.

Varia se décline sous trois thèmes :

- « Du Droit dans l'actualité » : réagir aux événements actuels en offrant un « décryptage » juridique.
- « Événement » : l'occasion de réserver un rendez-vous sur un seul sujet, sous un format plus approfondi.
- « Rencontre(s) » : présentation d'un parcours individuel, rencontre autour d'un ouvrage...

Chaque rendez-vous dure une heure maximum, de 12h30 à 13h30 de la façon suivante :

- Pour les thèmes d'actualité, deux créneaux de 30 minutes (15/20 minutes de présentation ; 10/15 minutes d'échange)
- Pour les thèmes événement ou rencontre, un créneau d'une heure (30 minutes présentation ; 30 minutes échange)

Ces rendez-vous doivent avoir lieu de manière régulière, notamment concernant l'actualité.



Année thématique IRJI 2026 « L'animal »



En 2025, l'IRJI a inauguré un nouveau programme de recherche intitulé « Année thématique IRJI », qui vise à encourager les différents Axes à travailler sur des thèmes de recherche communs et à permettre, ainsi, la tenue de manifestations transversales, assorties le cas échéant de publications. Cette initiative a vocation à impliquer enseignants-chercheurs expérimentés, jeune recherche et doctorants, mais encore étudiants de niveau Master (voire de nouveau Licence).

Pour l'année 2025, le thème retenu était l'« IVG », qui a donné lieu à cinq manifestations ayant associé les Axes « Démocratie, Libertés et Politiques publiques », « Responsabilités » et « Normes et Institutions en Europe », ainsi qu'« Hémisphère Droit », l'Association des doctorants et jeunes docteurs en Droit de l'Université de Tours.

Pour l'année 2026, le thème choisi lors de l'AG de l'IRJI est « L'animal ». Sont d'ores et déjà envisagés une conférence orientée droit de l'environnement (Axe « Territoires - Environnement - Patrimoine »), un workshop de science politique portant sur les mouvements animalistes et anti-spécistes (Axe « Démocratie, Libertés et Politiques publiques ») et un séminaire consacré à « L'animal en droit européen » (Axe « Normes et Institutions en Europe »).

Comme pour l'Année Thématique 2025, ces événements bénéficieront du Label SAPS.

Sébastien ROLAND,
Professeur de droit public





CHAIRE IA 2025 ET 2026

Depuis son lancement le 19 juin 2025 avec le soutien de la Métropole, la Chaire IA, numérique et droit, organise de nombreux événements : conférences, colloques, journées d'étude. Une programmation riche et dynamique sera proposée tout au long de l'année 2026.

Programme scientifique 2025

- Conférence inaugurale de lancement de la Chaire (en partenariat avec Tours Métropole), Guy Sakré Kéké, Docteur en droit, "L'IA dans l'environnement des collectivités territoriales", 19 juin 2025 ;
- Conférence (Axe marché et entreprise / Masters de droit européen), « L'analyse de l'impact des technologies NFT et blockchain sur le marché de l'art et la propriété intellectuelle », par Alina Goncharova, Professeure de droit international à l'Université de Soumy, chercheuse invitée à « Le Studium » Loire Valley Institut for Advanced Studies, le 2 décembre 2025 ;
- Café européen sur l'IA (Maison de l'Europe), Christine Guillard, maître de conférences en droit public ;
- Guy Sakré Kéké, "IA génératives à l'université, la protection des données personnelles dans le cadre des activités d'enseignement", Novembre 2025.

Programme scientifique 2026

- Conférence (axe Responsabilité), "La réparation des dommages causés par l'IA", par Fabrice Leduc, Professeur émérite en droit privé, 15 janvier 2026 ;
- Colloque (Axe Normes et Institutions en Europe/Axe Démocratie, Libertés & politiques publiques), « Le numérique, l'IA et les élections : quelles garanties pour les démocraties européennes ? », 5 février 2026, sous la direction d'Emmanuel Aubin, Professeur de droit public, Sébastien Roland, Professeur de droit public à l'Université de

- Tours et Guy Sakré Kéké, Docteur en droit public ;
- Conférence, « Droit du travail et IA », Céline Teyssier, Docteur en droit privé, mars 2026 ;
- Conférence, "Les villes intelligentes". Jean-Bernard Auby, Professeur émérite des Universités, présentera son dernier ouvrage (2025) sur les « Smart Cities. Enjeux juridiques de la ville intelligente », discussion avec Anthony Taillefait, Professeur à l'Université d'Angers, avril 2026 ;
- Colloque « Sociétés en Transition à l'ère de l'Intelligence Artificielle, Interroger les dynamiques historiques, les recompositions sociétales et les nouveaux horizons normatifs », 12 et 13 mars 2026, sous la direction de Nathalie Lévy, professeure d'économie, Farida Arhab-Girardin, maître de conférences en droit privé et Christine Guillard, maître de conférences en droit public. Colloque international et interdisciplinaire coorganisé avec le LIFAT. Les axes thématiques sont les suivants : Gouvernance, normes et régulations de l'IA ; Transformations du travail et des organisations ; IA, transitions environnementales et durabilité ; Représentations sociales, imaginaires et cultures de l'IA ;
- Conférence sur « les responsabilités des dirigeants d'entreprises dans la gouvernance algorithmique », Iony Randrianirina, le 30 mars de 18h à 20h ;
- Journée d'étude, « Transposition de la directive européenne de 2024 relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme : opportunités, défis ? » mars 2026, sous la direction de Céline Teyssier, Docteur en privé, enseignante-chercheuse membre de l'IRJI. La journée d'étude portera sur la transposition de la directive de 2024, qui constitue le premier instrument juridique concernant spécifiquement les travailleurs et le numérique et doit être transposée dans les États membres au plus tard le 2 décembre 2026 ;
- Colloque "Éthique, humanisme, numérique", co-organisé avec le laboratoire Qualipsy (Protéger, restaurer et promouvoir la Qualité de Vie et la Santé Psychologique des adultes) de l'Université de Tours, sous la direction d'Audrey Damiens, Maître de conférences en droit privé à l'Université de Tours et Jimmy Bordarie, Maître de conférences en psychologie sociale et du travail, dans le cadre de la 2e biennale de l'éthique interdisciplinaire, 24 et 25 septembre 2026 ;
- Colloque sur « Droit, Art & IA : l'art dans tous ses états » en préparation sous la direction d'Emmanuel Aubin, Professeur de droit public, novembre 2026.

Comité de pilotage de la Chaire IA, Numérique et Droit

Programmes de recherche en cours

Programme POLONIUM 2022-2025

Financement : Hubert Curien

Coordnatrice et responsable pour l'IRJI François-Rabelais : Fabienne LABELLE (MCF HDR)

LAT-GLOB (Latin America and Global Norms)

Financement : Institut Universitaire de France (IUF), 2022-2027

Porteur du projet : Kevin PARTHENAY (PR)

GePat-FP : Gestion du patrimoine privé et situations d'extraénité franco-portugaises

Financement : AAP MSH Val de Loire

Coordnatrice et responsable pour l'IRJI François-Rabelais : Fabienne LABELLE (MCF HDR)

POPSU Transition - La grande Trame brune 2023-2026

Financement : Tours métropole et GIP EPAU

Porteurs du projet : Camille Dreveau (MCF), Corinne Manson (PR) et Damien Thierry (MCF HDR)

REGPOL-ALA (Crafting Regional Authority in Africa and Latin America)

Financement : Agence Nationale de la Recherche (ANR), 2023-2027

Porteur du projet : Kevin Parthenay (PR)

Partenaire : Université des Nations Unies (UNU-CRIS)

La protection des intérêts financiers de l'Union européenne

Financement : Agence Nationale de la Recherche, 2024-2027

Responsable pour l'IRJI François-Rabelais : Pierre-Yves MONJAL (PR)

Porteurs du projet : Pierre-Yves MONJAL (PR), Université de Tours et Loïc LEVOYER (PR), Université de Poitiers

Résidence d'artiste 2025-2026 avec PieR GAJEWSKI « La grande trame brune : Protéger les fonctions écologiques des sols »

Retour sur la résidence d'artiste de PieR Gajewski. Installer depuis le mois de septembre dans nos murs, PieR partage son temps de travail sur le projet de recherche, les ateliers pour les étudiants, « ma thèse en Bd », les sorties sur le terrain, les conférences et les rencontres... Un agenda débordant. Malgré tout cela, PieR a pris le temps de répondre un nos questions afin de nous aider à mieux le connaître, mais aussi à recueillir son ressenti sur notre laboratoire et l'approche artistique envisagée sur le projet de recherche.

Bonjour PieR, nous vous avons réservé un premier article dans le précédent Bulletin de l'IRJI François-Rabelais afin d'annoncer votre sélection pour la résidence d'artiste 2025-2026 « La grande trame brune : protéger les fonctions écologiques des sols » dans le cadre du programme POPSU-Transitions. Aujourd'hui, vous êtes parmi nous et peut-être, pouvez-vous nous en dire plus sur qui vous êtes et quel est votre parcours ?

Bonjour. Je suis dessinateur, auteur de bande dessinée et illustrateur. Je suis diplômé de l'École européenne supérieure de l'image d'Angoulême (EESI), section bande dessinée, avec les félicitations du jury, et titulaire d'un DUT Génie électrique et informatique industrielle. J'ai fait partie des premiers auteurs en résidence à la Maison des Auteurs d'Angoulême. Par la suite, j'ai mis la bande dessinée quelque temps de côté pour me consacrer pendant treize ans à un projet photo-dessin à travers le monde - La Ville Bleue - mené avec la photographe Carole Sionnet.

Mes travaux ont donné lieu à de nombreuses expositions en France et à l'étranger (Centre Pompidou, Maison du Japon, Musée international du manga de Kyoto, Institut français d'Istanbul, États-Unis, Philippines, Maroc...) ainsi qu'à plusieurs résidences d'artistes (Villa Kujoyama à Kyoto, Lingua Comica au Japon, Maison des Auteurs, Manille, Cracovie...).

Je travaille également pour la presse, pratique l'autoédition et me spécialise depuis quelques années dans les **projets art/science**.

Notre laboratoire est interdisciplinaire, il rassemble principalement des juristes, des historiens du droit, mais aussi des politistes et des économistes. Quelle image aviez-vous de la discipline juridique, en particulier, avant d'arriver ici, y avait-il de l'appréhension ? Et cette perception a-t-elle évolué depuis votre arrivée dans le laboratoire ?

Le monde juridique m'était totalement inconnu, si ce n'est des notions en ce qui concerne les droits d'auteurs. Je ne me projetais pas vraiment à vrai dire. C'est un peu comme



partir à l'étranger. Il est difficile de se faire une idée préconçue... et évidemment, il y a le problème de la langue. Il est intéressant de constater que les juristes emploient souvent les mêmes mots que les humains, mais avec des sens assez différents. Leur façon, de développer des idées est souvent méthodique, précise et hiérarchique. Blague à part, j'ai la chance d'être très bien accompagné et de discuter souvent avec Camille Dreveau (Maîtresse de conférences en droit privé) qui prend le temps de m'initier à ce monde. J'ai découvert beaucoup de choses intéressantes que finalement, nous devrions tous et toutes connaître.

Vous avez déjà vécu l'expérience d'autres résidences d'artiste, mais c'est votre première fois dans une Faculté de droit. Qu'est-ce qui vous a attiré dans ce projet ?

Je suis quelqu'un de curieux et j'aime les défis. Avoir la chance de découvrir quelque chose de totalement inconnu a été ma première motivation : comment représenter des choses invisibles, des idées, des concepts... Cette problématique s'inscrit parfaitement dans la continuité de mon parcours de recherche artistique, centré sur la nature, ses fragilités et ses forces, mais aussi sur les capacités humaines à prendre conscience de leur environnement au sens large.

De plus, ayant été témoin de plusieurs résidences art/science à l'Université de La Rochelle, je souhaitais en devenir acteur. L'intérêt de ces résidences repose avant tout sur l'échange : comment ces univers vont se rencontrer, se mixer, interagir et se transformer sont des questions extrêmement stimulantes. La singularité de ce projet tient également au fait que le sujet est particulièrement contemporain. La protection des sols et la réflexion sur un cadre juridique permettant de préserver leurs fonctions écologiques sont des enjeux fondamentaux pour le futur que nous souhaitons construire et léguer. Que cette notion d'héritage soit abordée dans le cadre d'une université, résonne tout particulièrement. Tout est en parfaite adéquation.



Réalisation de l'illustration de l'affiche du colloque POPSU du 11 décembre

Résidence d'artiste 2025-2026 avec PieR GAJEWSKI

« La grande trame brune : Protéger les fonctions écologiques des sols »

Transmettre des émotions, raconter une histoire, sont les aspirations légitimes recherchées par tout artiste afin d'obtenir une forme de satisfaction. Le moins, que l'on puisse dire, c'est que cette mission pourrait paraître ardue à de nombreuses personnes avec, comme toile de fond, des disciplines qui peuvent paraître difficiles à transposer dans le domaine artistique. Le projet croise les sujets du droit de l'urbanisme et de la géologie des sols, deux domaines a priori techniques : comment les avez-vous abordés pour construire votre démarche d'illustration ? Vous êtes-vous mis à la littérature juridique et à l'étude des sols ?

Effectivement, ce projet est vaste et peut sembler complexe à première vue... mais, en réalité, « transmettre des émotions » n'est déjà pas la tâche la plus facile.

En commençant ce projet, j'avais déjà des idées concrètes, des intuitions et des envies. Lorsque j'ai découvert que les strates souterraines s'appelaient des « horizons », j'ai immédiatement senti que la poésie de ce vocabulaire me



pousserait à les dessiner. J'ai alors commencé à réaliser de nombreux essais tout en me documentant autant que possible. Visuellement, ces horizons apparaissent comme des variations de couleurs pouvant rappeler des Rothko ou d'autres peintures abstraites. Ma volonté était d'être très minutieux dans mes représentations : un pédologue, en les regardant, doit pouvoir identifier exactement la catégorie de sol concernée. Je cherche à être précis et méthodique... un peu comme un juriste.

En art comme en science, la première étape consiste donc à chercher, à fouiller... à creuser son sujet. Ensuite, les idées viennent, les angles d'approche évoluent. Je sais pertinemment qu'à l'issue de mes neuf mois de résidence, je ne serai ni pédologue, ni juriste, ni urbaniste. C'est pourquoi j'ai choisi de parfois faire un pas de côté : pour donner du sens aux choses, il faut savoir s'en éloigner et les montrer sous des angles décalés.

À mi-parcours de cette résidence, maintenant, que j'ai réalisé plusieurs travaux centrés sur la sensibilisation et la connaissance du sol, je vais pouvoir me concentrer davantage sur l'aspect juridique. Je ne me projetais pas vraiment à vrai dire. C'est un peu comme davantage sur l'aspect juridique. Pour réaliser vos illustrations, vous avez, principalement, fait le choix de l'aquarelle, c'était une évidence ?

Le choix de l'aquarelle répond à plusieurs envies. Les pigments proviennent à l'origine de roches ou de terres et ont été utilisés pour créer les premières peintures pariétales. Je trouvais que cela correspondait parfaitement à ce projet. Lors de la première semaine, j'ai donc fabriqué pour la première fois des aquarelles à partir de pigments naturels... avec un succès un peu mitigé.

Quand on s'intéresse à la représentation des sols, on se rend compte que les premiers horizons étaient également réalisés à l'aquarelle. Je souhaitais donc poursuivre cette tradition, inscrivant ainsi mon travail dans une forme de continuité.

Le choix de ce médium est aussi politique. À l'heure où l'intelligence artificielle envahit nos quotidiens, je voulais revenir à une forme concrète d'œuvre unique, réalisée sans technologie, avec des taches de peinture sur les doigts et le geste direct de la main. Ceci étant dit, j'utilise également la colorisation par ordinateur.

Enfin, je travaille l'aquarelle depuis plusieurs années, mais je ne me considère pas comme aquarelliste. Ce médium est très complexe, et je l'utilise avant tout comme un outil dont les couleurs me plaisent.

Le projet inclut une collaboration avec l'équipe de recherche, mais aussi l'animation d'ateliers à destination des étudiants et du personnel de l'Université. Avez-vous déjà vécu cette expérience ? Avez-vous la fibre pédagogique ?

Savoir si j'ai la fibre pédagogique... c'est une question à laquelle il serait sans doute plus juste de demander de répondre aux étudiants. J'aime transmettre, en tout cas.

Ma mère était institutrice et j'ai été formé à l'animation d'ateliers par le musée de la bande dessinée d'Angoulême lorsque j'étais étudiant. Exigeant dans mes goûts artistiques, j'ai commencé à animer des ateliers il y a plus de vingt-cinq ans, avec l'envie de partager mon amour pour la bande dessinée et d'accompagner chacun et chacune dans la recherche de ses propres moyens d'expression.

J'ai animé des ateliers pour tous les publics, de la maternelle à l'Ehpad, et chaque tranche d'âge implique une approche différente. J'aime avant tout enseigner le plaisir de créer, encourager des formes d'expression personnelles et contribuer à raviver la créativité. J'aime montrer que, dans le dessin ou la bande dessinée, tout est possible : les seules limites sont souvent celles que l'on s'impose.

Je vois davantage mon rôle comme celui d'un passeur.

Votre résidence sera clôturée par une grande exposition de votre travail. Comment imaginez-vous cette dernière ?

La question est délicate, car il n'est pas facile de se projeter dans le temps.

Cette exposition, bien que personnelle, doit également servir de support à la sensibilisation du sol. On aime ce que l'on connaît. L'idée est que si l'on connaît le sol, on comprendra mieux pourquoi il faut le protéger donc les lois le concernant. J'envisage pour l'instant une exposition avec de nombreux axes différents, des visuels forts, des choses à lire, des choses plus drôles : aquarelles, BDs, affiches, peluches... Bref, je ne vais rien divulguer ici, il faudra venir la voir.



Relations internationales

L'action internationale de l'IRJI est très active. On le savait déjà, on le sait, mais le sait-on suffisamment ? Lors de notre Assemblée générale de l'IRJI consacrée aux Relations internationales du 22 septembre 2025, il est apparu très clairement que notre engagement international est à la fois diversifié et actif. Diversifié d'abord, tant sur le plan disciplinaire (droit privé/droit public pour le formuler ainsi) que sur le plan géographique. En effet, sur ce point, nous avons constaté que les liens institutionnels et scientifiques établis et projetés concernent les régions suivantes du monde : Europe, Amérique du Sud, Asie, Afrique (en cours de négociations). Actif ensuite, car outre les quelques collègues très impliqués qui ont misé sur cette action externe, on rappellera que nos nombreux accords de coopération scientifique (incluant pour certains des mobilités d'Enseignants-chercheurs et d'étudiants) ont été renouvelés, que d'autres sont sur le point d'être conclus et que la recherche conjointe avec nos partenaires internationaux produit ses effets. Est-ce suffisant pour autant ? Tout est évidemment fonction de notre ambition. D'un premier point de vue, notre volet externe est objectivement très structuré et sans doute, pour un groupe de recherche en droit, assez inégalable. Soyons présomptueux. D'un second point de vue, nous dirons que nous sommes en bonne voie.

À dire vrai, il nous faut penser notre action externe comme une véritable politique internationale de l'IRJI. Trois motifs sérieux peuvent être avancés. Le premier, à moyen terme, concerne cette politique internationale de l'IRJI qui sera appréciée, mesurée lors de la prochaine évaluation de notre groupe de recherche. En clair, l'HCÉRES ou ce qui la remplacera fera le départ entre les groupes de recherches selon que leur action externe sera visible est structurellement aboutie ou non. Nous sommes bien positionnés. Le deuxième a trait à la recherche juridique internationale en soi qui est assez complexe à mettre en œuvre, il est vrai même si de magnifiques réalisations sont à relever : Bochum (depuis 1994) pris en charge par notre collègue Docteur honoris Causa de Bochum Anne Jeannot ; NEOLAÏA (actif et prometteur) ; NihonEuropa (le plus important réseau de recherche et de mobilité d'Europe conduit par Pierre-Yves Monjal et Emmanuel Aubin) ; Amérique du Sud

Bonus Qualité Internationale (BQI)

La base de données Recherche-International (LaBRI) de notre Université, que vous pouvez consulter à l'adresse <http://labri.univ-tours.fr>, est alimentée par les unités de recherche de l'établissement. Le recensement ainsi réalisé est une source précieuse d'informations et, couplé avec les courts rapports de bilan et prospective demandés à chaque unité, il constitue un encouragement à se tourner vers l'international. Pour 2025, la commission recherche a adopté une distribution du Bonus Qualité International, suivant des modalités identiques à celle de l'année précédente. La dotation de l'IRJI François-Rabelais s'élève à 7 700 €.

Chercheurs invités Rafael Mesquita

L'invitation de Rafael Mesquita à l'Université de Tours du 6 janvier au 16 février 2025, s'est réalisée dans le cadre du programme de recherche en cours intitulé « Crafting Global Norms : Latin American States in 21st Century Multilateral



Negotiations » (LAT-GLOB), dirigé par le Professeur Kevin Parthenay, via sa Chaire Junior de l'Institut Universitaire de France (IUF). L'idée de cette invitation a surgi dans le courant du mois de novembre 2023 à l'occasion d'une participation croisée à un séminaire de présentation de recherches organisé par le GRAM (Groupe de Recherche

(ANR de notre Collègue Kevin Parthenay) ; Afrique (réseau en cours de constitution sous l'impulsion de Pierre-Yves Monjal)... Ce sont près de 40 universités hors Union européenne qui sont ici concernées. Les responsables des accords externes le savent. La constitution de réseaux structurés et actifs nécessite certaines compétences dont une maîtrise avancée de l'anglais. Ce dernier point est souvent rédhibitoire, car les négociations d'accords se font en anglais, les conférences également et les colloques internationaux aussi. L'investissement personnel est donc très fort dans cette entreprise. Or, ne l'oublions jamais, cette action externe est au service de la recherche et de nos étudiants (le réseau NihonEuropa a permis ainsi la mobilité de près de 45 étudiants issus du M2 affaires européennes, conduit à cinq thèses, dont quatre financées et cinq installations d'étudiants au Japon qui exercent une activité professionnelle). Le troisième motif visant à consolider plus encore notre action externe est clairement propre à notre système interne de financement de l'IRJI. En effet, outre la dotation récurrente annuelle, nous pouvons bénéficier du fameux BQI (Bonus qualité internationale) dont le montant attribué par l'Université (Commission Recherche) ne repose plus sur le très démotivant système de dotation unique, mais clairement sur un système prenant en compte les actions externes de nos groupes de recherches et aussi, voire surtout, la détermination d'une politique internationale de ceux-ci.

Pour ce qui concerne l'IRJI, les 3 axes de cette politique ont été définis le 16 décembre 2025 et communiqués à la Commission Recherche (Une politique internationale de l'IRJI indispensable ; une politique internationale de l'IRJI diversifiée ; une politique internationale de l'IRJI ambitieuse). Le texte peut évidemment vous être communiqué. Il reste maintenant à poursuivre le travail de renseignement de la base LABRI (informations à demander et à communiquer à Véronique Fabry) et à constituer un annuaire de nos contacts et partenaires qui sera utile à la fois pour nous, mais aussi pour l'Université (Commission Relations Internationales et Commission Recherche).

Pierre-Yves MONJAL, chargé de mission Action internationale de l'IRJI

sur l'Action Multilatérale, CNRS). En découvrant mutuellement nos activités en cours, nous avons eu l'idée de joindre nos efforts, nos données et nos questions de recherche de manière à pouvoir apporter des réponses plus précises et profondes sur la place occupée par les Etats latino-américains dans le multilatéralisme global.

Cette collaboration est devenue réalité grâce à l'appui financier du Programme d'invitation de Professeurs étrangers de l'Université de Tours. Ce programme a permis de financer un séjour de recherche pour Rafael Mesquita sur la période 6 janvier – 16 février 2025. Lors de son séjour, Rafael Mesquita a pu participer à plusieurs activités, en complément de la collaboration scientifique :

- Une séance du cours « Organisations Internationales », portant sur l'histoire des Nations Unies via les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, pour les étudiants de la double licence droit-science politique de l'Université de Tours
- Une autre séance réalisée à Sciences Po dans le cadre d'une École d'hiver pour des étudiants de 2ème année de Sciences Po Paris (Campus de Poitiers), sur la question des relations UE-Amérique latine.

• Une participation à un webinaire franco-brésilien organisé à l'Université de Tours sur le multilatéralisme, le Brésil et l'Amérique latine (13 février 2025) (voir photo ci-dessous).



Cette collaboration fut très féconde en raison de la complémentarité des recherches menées par les deux participants à ce projet. Les projets antérieurs de chacun ont contribué à nourrir des questionnements mutuels. Par ailleurs, la complémentarité de nos approches méthodologiques ont constitué la clé fondamentale du succès de cette collaboration : Rafael Mesquita apportant au projet la dimension analytique quantitative et Kevin Parthenay apportant au projet la dimension analytique qualitative. Les produits de la recherche sont de ce fait extrêmement prometteurs dans la mesure où ils proposent des analyses combinées inédites et englobantes concernant le rôle et la place des Etats latino-américains dans le multilatéralisme global contemporain.

Aussi, pendant le séjour, Rafael Mesquita et Kevin Parthenay, ont écrit plusieurs articles scientifiques :

- Un sur la place des Etats latino-américains dans la construction du régime de l'espace extra-atmosphérique (« New perspectives on the outer space regime consolidation: an assessment of Latin American states' contribution », publié prochainement dans une revue à comité de lecture).
- Un sur l'évolution de la gouvernance maritime et la contribution latino-américaine (« From Seas to Oceans: Assessing the Latin American states' contribution towards a regime shift », publié prochainement dans une revue à comité de lecture).
- Un sur l'évolution des régimes face aux progrès scientifiques (en cours de rédaction).

Par ailleurs, cette mobilité a permis d'engager une réflexion plus,

Attila Tanyi

Attila TANYI est un Professeur de philosophie (éthique) hongrois de l'Université de Tromsø : l'Université Arctique de Norvège. Il est spécialisé dans les questions morales et politiques. Accueilli dans notre laboratoire du 8 septembre



au 12 décembre 2025 dans le cadre du programme Smart Loire Valley programme, une bourse *Le Studium Visiting Researcher* lui a été attribuée pour son projet de recherche intitulé « **Le droit et l'éthique de la provocation policière : définition, évaluation, implications** ».

Cette recherche aborde, sous l'angle du droit comparé, la

question, bien connue en procédure pénale française, des atteintes à la loyauté de la preuve commises par les autorités policières. De nombreux systèmes juridiques ont consacré un principe général de loyauté dans la recherche des preuves, qui interdit à celui qui administre la preuve l'utilisation de procédés déloyaux, de ruses ou de stratagèmes.

large sur le montage d'un projet de recherche franco-brésilien impliquant d'autres institutions françaises et brésilienne (notamment à la suite du webinaire organisé à Tours). Rafael Mesquita et Kevin Parthenay seront responsables scientifiques d'un appel à projet CAPES-COFECUB 2026 (1,7 millions d'euros) prochainement déposé pour la période 2026-2030, qui visera à se pencher sur le lien entre Europe et Amérique latine dans la recomposition multilatérale.

Enfin, un accord de coopération entre l'Université Fédérale du Pernambuco et l'Université de Tours est actuellement en cours de finalisation pour développer des mobilités et la recherche.

Kevin PARTHENAY, Professeur agrégé de science politique



Mais ce principe ne trouve bien souvent à s'appliquer qu'à l'égard de l'autorité publique, autorisant ainsi les parties privées à recourir à des stratagèmes, voir à commettre des infractions, pour obtenir une preuve. Le principe de loyauté de la preuve peut permettre ainsi de rendre irrecevable la preuve recueillie à la suite d'une provocation policière. C'est cette question de la provocation policière que se propose d'étudier, sous un angle du droit et de l'éthique, le Professeur Tanyi, en mettant l'accent sur trois questions en particulier. D'abord, celle de la définition de ce que constitue la provocation policière et les diverses manifestations pratiques qu'elle peut prendre. Ensuite, celle de l'admission de la provocation policière par les différents systèmes juridiques objet de l'étude, que l'autorisation vienne de la loi elle-même ou qu'elle provienne de la jurisprudence. Enfin, celle des implications de cette reconnaissance de la provocation policière sur l'intégrité de la preuve et du système judiciaire.

Nicolas JEANNE, Professeur de droit privé et sciences criminelles

LE STUDIUM
Loire Valley
Institute for Advanced Studies

L'IRJI François-Rabelais sur les plateformes institutionnelles



Le Bulletin de l'IRJI François-Rabelais est une publication annuelle.

Mentions Légales :

Responsables de la publication : Corinne Manson et Nicolas Cayrol,
codirecteurs de l'IRJI François-Rabelais (UR-7496)

Hébergeur : Université de Tours

Rédaction : Véronique Fabry (Ingénieur d'études)

Composition & mise en page : Xavier Houiller (Technicien d'information documentaire et de collections patrimoniales)

Impression : PICSEL, imprimerie centrale de l'Université de Tours - Janvier 2026





Adresse :

Faculté de Droit, Économie & Sciences Sociales
IRJI François-Rabelais (UR-7496)
Bâtiment D - Bureau 117
50 avenue Jean Portalis - BP 0607
37206 TOURS CEDEX 3

Véronique FABRY (Ingénieur d'études) est responsable administrative de l'IRJI François-Rabelais.
veronique.fabry@univ-tours.fr Téléphone : 02 47 36 11 70

Virginie CLOUET (Adjoint technique de recherche et de formation) est secrétaire administrative de l'IRJI François-Rabelais.
virginie.clouet@univ-tours.fr Téléphone : 02 47 36 12 37

Xavier HOUILLER (Technicien d'information documentaire et de collections patrimoniales) est responsable de la Bibliothèque Droit-Recherche associée à l'IRJI François-Rabelais.
xavier.houiller@univ-tours.fr Téléphone : 02 47 36 11 81

L'IRJI François-Rabelais sur le web :

Page web <https://irji.univ-tours.fr/>

Instagram https://www.instagram.com/irji_francois_rabelais

LinkedIn <https://www.linkedin.com/in/irji-françois-rabelais>

Page facebook <https://www.facebook.com/InstitutdeRechercheJuridiqueInterdisciplinaire/>

PLAN D'ACCÈS

